Analyse de la sécurité alimentaire en situation d'urgence au Burundi, Mars 2017

WFP Programme Alimentaire Mondial wfp.org/fr

Données collectées en mars 2017

REPUBLIQUE DU BURUNDI

Analyse de la Sécurité Alimentaire d'urgence (EFSA - Emergency Food Security Assessment), Mai 017

Données collectées en Mars 2017

© Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM),

Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie.

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont sur www.wfp.org/food-security ou wfp.vaminfo@wfp.org

---

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

PAM Burundi

Nicole JACQUET, Directeur du bureau ai, nicole.jacquet@wfp.org

Claude KAKULE, Chef de Programmes, claude.kakule@wfp.org

Kennedy NANGA, VAM-M&E, Kennedy.Nanga@wfp.org

Jean MAHWANE, unité VAM, jean.mahwane@wfp.org

Sanctus NIRAGIRA, consultant unité VAM, sanctus.niragira@ub.edu.bi

PAM Bureau Régional OMN (Nairobi)

Elliot Vhurumuku, Conseiller régional principal Analyse de la sécurité alimentaire,

elliot.vhurumuku@wfp.org

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: wfp.publications@wfp.org

Résumé

La situation d'insécurité alimentaire est préoccupante au Burundi. Elle présente une détérioration continuelle.

- 45,5% des ménages sont en insécurité alimentaire dont 8,5% (982 414 personnes) en situation d'insécurité alimentaire sévère ;
- 13,8% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, et donc incapables de couvrir leurs besoins énergétiques quotidiens ;
- 46,2% des ménages ont un score de diversité alimentaire pauvre ;
- 61% de ménages allouent plus de 65% de leurs dépenses à l'alimentation ;
- 46,9% de ménages engagent des stratégies de survie sévères (de crise et d'urgence) ;
- 66,7% de ménages dépendent de l'agriculture vivrière comme principale activité faisant vivre le ménage.

Table des Matières

Résumé ... 1
Table des Matières ... 2
Liste des figures ... 4
Résume exécutif ... 5
I. Introduction générale ... 6
I.1. Contexte de l'étude EFSA ... 6
I.2. Justification de l'étude ... 7
I.3. Objectifs de l'étude ... 9
I.4. Résultats attendus ... 11
II. Méthodologie ... 11
II.1. Echantillonnage ... 11
II.2. Analyse des données et rédaction du rapport ... 14
II.3. Limitations de l'étude et problèmes rencontrés ... 14
II.4. Cadre conceptuel ... 14
III. Résultats ... 16
III.1. Niveaux de sécurité alimentaire des ménages ... 16
III.1.1. Tendance de l'insécurité alimentaire ... 17
III.1.2. Catégories de ménages plus touchées par l'insécurité alimentaire ... 19
III.1.3. Sécurité alimentaire au niveau des zones de moyens d'existence et des provinces ... 23
III.2. Consommation alimentaire des ménages ... 25
III.2.1. Score de consommation alimentaire par zone de moyen ... 25
d'existence ... 25
III.2.2. Fréquence des repas ... 27
III.2.3. Consommation des différents groupes d'aliments ... 29
III.2.4. Score de diversité alimentaire ... 32
III.3. Part des dépenses alimentaires par zone de moyens d'existence ... 33
III.4. Stratégies d'adaptation par zones de moyens d'existence ... 35
III.4.1. CSI-Réduit ... 35
III.4.2. Stratégies non alimentaires ... 36
III.5. Malnutrition aiguë globale ... 37
IV. Les facteurs contributifs de l'insécurité alimentaire ... 37
IV.1. Source de revenus ... 37
IV.2. Contribution de l'agriculture au revenu ... 40
IV.2.1. Main d'œuvre agricole ... 40
IV.2.2. Perspectives agricoles -Taux de semis saison 2017B ... 41
IV.2.3. Durée de stocks ... 42
IV.2.4. Les contraintes de l'agriculture ... 43
IV.2.5. Les contraintes de l'élevage ... 45
IV.3. Chocs ... 47
IV.4. Impact de l'insécurité physique ... 47
IV.5. Eau et assainissement ... 48
IV.5.1. Approvisionnement en eau potable ... 48
IV.5.2. Utilisation des latrines ... 50
IV.6. Santé et accès aux soins de santé ... 50
IV.7. Approvisionnement en combustibles et types de foyers ... 52

IV.7.1. Approvisionnement en combustibles 52
IV.7.2. Types de foyers et temps de cuisson 52
IV.8. Accès au marché et disponibilité alimentaire 53
IV.8.1. Disponibilité des denrées sur le marché 54
IV.9. Assistance alimentaire 58
V. Evaluation « coût-efficacité » de la méthode de transfert monétaire 61
V.1. Introduction 61
V.2. Bref aperçu sur les différentes modalités d'assistance 61
V.2.1. La méthode d'assistance directe ou en nature 61
V.2.2. La méthode des coupons 61
V.2.3. La méthode de transfert monétaire 62
V.4. Analyse coût efficacité du transfert monétaire au Burundi 63
VI. Conclusion et recommandations 67
VI.1. Conclusion 67
VI.2.Recommandations 68
Références 70

Liste des figures

Figure 1: Profil des ménages en insécurité alimentaire 21
Figure 2: Situation alimentaire des ménages selon leur source de revenus principale 23
Figure 3: Sécurité alimentaire par zones de moyens d'existence 24
Figure 4: Score de Consommation Alimentaire par zone de moyens d'existence 26
Figure 5: Consommation alimentaire par zone de moyens d'existence 27
Figure 6: Moyenne de repas journaliers par zone de moyens d'existence 28
Figure 7: Indice de diversité alimentaire par zone de moyens d'existence 33
Figure 8: Part de dépenses alimentaires par zone de moyen d'existence.....34
Figure 9: Catégorie de dépenses alimentaires par zones de moyen d'existence 34
Figure 10:Indice de stratégie de survie par zone de moyens d'existence.....35
Figure 11: Stratégies de survie par zone de moyen d'existence 36
Figure 12: Proportions de ménages selon le taux de semis de la saison 2017B 41
Figure 13: Durée de stocks (2016&2017A) par zone de moyens d'existence 42
Figure 14: Principaux chocs 47
Figure 15: Impact de l'insécurité sur bien être des ménages 48
Figure 16: Source d'approvisionnement en eau des ménages 49
Figure 17: Temps de marche pour arriver au marché le plus proche 54
Figure 18: Evolution des prix des denrées de base (janvier 2015 à Février 2017 56
Figure 19: Appréciation sur l'augmentation des prix.....57
Figure 20: Indice mensuel (des prix) des trois dernières années (ISTEEBU, 2017) 58
Figure 21: Types d'assistance du PAM souhaitée.....59

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Situation de l'insécurité alimentaire des ménages (Console CARI).....16
Tableau 2: Evolution récente de l'insécurité alimentaire au Burundi 17
Tableau 3: Evolution de l'insécurité alimentaire (Avril 2016-Mars 2017) 18
Tableau 4: Statut des ménages et leur situation alimentaire 19
Tableau 5: Sécurité alimentaire par province 24
Tableau 6: Consommation alimentaire et sécurité alimentaire 26
Tableau 7: Nombre de repas consommés par les adultes 28
Tableau 8: Nombre de repas consommés par les enfants.....29
Tableau 9: Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments 30
Tableau 10: Principales sources d'aliments par zone de moyens d'existence 31
Tableau 11: La malnutrition aiguë globale par zone de moyen d'existence 37
Tableau 12: Principale activité faisant vivre les ménages 39
Tableau 13: Vente de la main d'œuvre et sa rémunération journalière 40
Tableau 14: Possession d'un jardin potager 42
Tableau 15: Principale contrainte en Agriculture pour la saison 2017B.....44
Tableau 16: Principales contraintes pour l'élevage 46
Tableau 17: Type de latrine utilisées par zone de moyen d'existence 50
Tableau 18: Principaux problèmes de santé 50
Tableau 19: Accès aux vaccins exigés 51
Tableau 20: Principal problème d'accès aux marchés 53
Tableau 21: Disponibilité des denrées de base sur le marché 54
Tableau 22: Genre et quelques indicateurs clés 60
Tableau 23 : approches monétaires ou en coupons dans les situations d'urgence 63
Tableau 24: Valeur des produits aux entrepôts du PAM (Dollars/tonne) 64
Tableau 25: Ratio entre le coût des produits et leur prix sur le marché local 65

Résume exécutif

La situation d'insécurité alimentaire est préoccupante au Burundi. En plus des effets de la crise socio-politique qui secoue le pays depuis Avril 2015, les perturbations climatiques ont contribué à empirer la situation socio-économique (fragile) du pays ainsi que le bien être des ménages. La présente étude EFSA 2017 a pour objectif d'étudier l'évolution des indicateurs de sécurité alimentaire & nutrition en comparant aux évaluations précédentes et de déterminer les causes principales et sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. L'enquête est réalisée auprès de 3572 ménages répartis dans tout le pays. Un plan de sondage aléatoire en grappes, stratifié à deux degrés visant la représentativité selon les zones agro-écologiques et de moyens d'existence (agro-ZME) ainsi qu'au niveau des provinces a été utilisé.

L'étude révèle que la situation continue à s'aggraver avec une insécurité alimentaire grandissante. Presque un ménage sur deux est en insécurité alimentaire, dont 37% en insécurité alimentaire modérée et 8,5% en insécurité alimentaire sévère avec une augmentation de 2,6% de ménage en insécurité alimentaire sévère si on compare à la situation d'Avril 2016. Sur un total de 11 557 816 habitants donnés par l'ISTEEBU, 5.258.806 personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire dont 982 414 en situation critique (sévère). La moyenne du score de consommation alimentaire est de 37,90 avec 13,8% des ménages qui ont un score de consommation inférieur à 21, donc une alimentation pauvre.

Les mêmes résultats donnent une moyenne de dépenses alimentaires de 67,62% avec des différences significatives entre zones de moyens d'existence. La moyenne de l'indice de stratégies d'adaptation alimentaire réduit (rCSI) est de 17,4 alors que la médiane est de 15. En outre, seuls 4,3% des ménages ont un score de diversité alimentaire élevé. D'autre part, 49,5% ont un score de diversité alimentaire moyen alors que 46,2% sont de diversité pauvre. L'usage de stratégies non alimentaires basées sur les moyens de subsistance est aussi plus préoccupant. Alors que seuls 37% des ménages n'ont fait recours à aucune stratégie, 16% ont utilisé des stratégies de stress, 34,9% des stratégies de crise tandis que les 12% restants ont fait recours aux stratégies d'urgence durant la période considérée. Enfin parmi 3045 enfants de 6 à 59 mois recensés dans les ménages de l'échantillon, 23 ont une malnutrition aiguë sévère tandis que et 113 ont été dépistés de malnutrition aiguë modérée.

Parmi les principales causes de l'insécurité alimentaire, l'étude EFSA souligne la diminution de la production intérieure consécutive au déficit hydrique de la saison culturale 2017A ainsi que les problèmes socio-politiques ayant négativement affecté la capacité d'importation du pays suite à une rareté des devises et la dépréciation de la monnaie locale avec ses effets inflationnistes sur le marché local.

I. Introduction générale

I.1. Contexte de l'étude EFSA

Depuis avril 2015, le Burundi fait face à une crise multidimensionnelle qui se traduit en une dégradation continuelle de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance des populations. Cette situation a continué de se détériorer avec les facteurs aggravants comme les perturbations climatiques qui sont devenus trop fréquentes depuis 1999 (Baramburiye et al., 2013). Ces dernières ont beaucoup marqué le quatrième trimestre de l'année 2016 avec un déficit hydrique prononcé qui a frappé presque tout le pays ; mettant à mal les productions agricoles de la première saison culturale 2017A (PAM, 2016a). D'après le rapport du ministère de l'agriculture et de l'élevage, la production de l'année 2017 A est estimée à 60% du potentiel habituel (MINAGRIE, 2017)[1].

La combinaison des chocs climatiques et les séquelles de la crise socio-politique ont non seulement conduit à la dégradation de la sécurité alimentaire mais ont également, dans la foulée, conduit aux déplacements et migrations. Face aux problèmes d'insécurité liés à la crise sociopolitique couplés à l'insécurité alimentaire, des familles entières ont pris l'option de migrer d'une province à une autre ou tout simplement de traverser la frontière vers les pays voisins en quête d'opportunités économiques et/ou de plus de protection/sécurité. Le nombre de burundais déjà enregistrés comme réfugiés dans les pays voisins a atteint 386.493 personnes (HCR, début février 2017)[2]. Le mouvement continue et le HCR estime que l'effectif pourrait atteindre un demi-million avant la fin de l'année 2017, impliquant d'importants manques à gagner en termes de productions intérieures. Ces facteurs conjoncturels sont souvent réputés avoir aggravé une situation qui était déjà fragilisée par d'autres facteurs structurels telle que la pression démographique avec toutes les conséquences sur un secteur considéré comme poumon de l'économie des ménages et du pays en générale.

En effet, l'agriculture burundaise est la pierre angulaire de l'économie nationale et familiale et demeure la source de croissance des autres secteurs de la vie nationale. Avec un taux d'urbanisation proche de 10%, près de 90% de la population vit dans les zones rurales (Harre et al, 2010) où l'agriculture constitue l'activité principale pour l'alimentation et le revenu des ménages. L'agriculture contribue à hauteur de 95% des approvisionnements alimentaires et 90% des recettes d'exportation (devises). Toutefois, des facteurs structurels et conjoncturels ont beaucoup affaibli ce secteur et près de 70% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté (moins d'un dollar américain par jour et par

[1]conférence de presse du 8 Mars 2017 : http://www.burundi.gov.bi/spip.php?article1988

[2] http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/9/57e937b1a/nombre-personnes-fuyant-burundi-vers-pays-voisins-depasse-300-000.html, consulté en Avril 2017.

habitant) et 85% des ménages font quotidiennement face à une insécurité alimentaire (MINAGRIE, 2014). En conséquence, le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il est classé 184ème sur 188 pays, selon l'indice du développement humain (PNUD, 2017). Actuellement, l'inflation annuelle globale s'élève à 8,7% (ISTEEBU, 2017).

La pression démographique a fortement influé sur les terres cultivables occasionnant des pratiques agricoles qui tendent à compromettre la fertilité et la viabilité de cette ressource. Les rendements et les productions végétales, animales et halieutiques affichent toujours une tendance baissière et ne parviennent plus à couvrir les besoins nutritionnels et financiers d'une population en perpétuelle croissance. Suivant les projections de l'ISTEEBU, sur base des résultats du troisième recensement général de la population et de l'habitat, le Burundi comptait déjà 9 823 828 habitants en 2015 avec une densité de 379 habitants au kilomètre carré (pouvant même atteindre 550 dans certaines provinces), classant ainsi le Burundi parmi les pays les plus densément peuplés en Afrique (2ème rang) et dans le monde (ISTEEBU, 2008). Les mêmes projections estiment cette population à 11 557 816 habitants en 2017.

Cette forte pression démographique a entrainé une surexploitation des ressources naturelles avec une aggravation des phénomènes d'érosion qui cause la dégradation de la fertilité des sols et l'exploitation des terrains marginaux. Le système de production reste traditionnel avec l'utilisation de la main-d'œuvre familiale et peu d'intrants externes et fortement dépendant des précipitations. En outre, la pression des maladies et ravageurs sur les cultures est peu maîtrisée (MINAGRIE, 2014). Tous ces facteurs exposent les populations aux moindres chocs, et compromettent d'office leur capacité de résilience.

Ainsi, les rapports récents montrent des taux d'insécurité alimentaire trop élevés et font appel à une assistance humanitaire. Lors d'un travail conjoint des partenaires humanitaires en consultation avec le gouvernement du Burundi et les bailleurs de fonds (en janvier 2017), un plan de réponse humanitaire 2017 pour le Burundi a été adopté. Ses conclusions sont alarmantes et indiquent que le nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire est estimé à 3 millions à la fin de l'année 2016, soit presque un quart de la population du Burundi et trois fois plus qu'en février 2016 (PNUD, 2017).

Avec la contreperformance de la saison culturale 2017A, les ménages plus vulnérables nécessitaient une assistance pour la mise en place de la saison culturale 2017B mais également pour leur survie jusqu'aux prochaines récoltes de juin 2017. L'accompagnement des ménages pour la mise en place de la saison (mi-février à mi-mars: période de semis et plantations) est critique pour un espoir au retour à la situation de la sécurité alimentaire normale.

I.2. Justification de l'étude

Le PAM et ses partenaires du secteur de la sécurité alimentaire ont déjà conduit deux (2) évaluations (EFSA) d'abord en Octobre 2015 puis en Avril 2016. La première avait porté sur six provinces les plus touchées par les premières vagues de déplacements à la suite de la crise politico-sécuritaire survenue en Avril 2015 tandis que la deuxième a couvert tout le pays. Alors que l'évaluation d'Avril 2016 a dépeint une situation de dégradation de la sécurité alimentaire déjà préoccupante avec un peu plus de 4 million de personnes en insécurité alimentaire modérée et sévère, on constate que la situation a continué à se détériorer avec les facteurs climatiques tels que les aléas climatiques liés à la succession des phénomènes El Niño puis la Niña.

Tout comme l'EFSA d'avril 2016, le FSMS de décembre 2016 a montré une sérieuse dégradation continuelle de la situation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence causant des déplacements des populations. Il indique que la situation d'insécurité alimentaire représente la pire détérioration au cours des trois dernières années avec 43% des ménages en insécurité alimentaire dont 8% sont en situation d'insécurité alimentaire sévère. Près de 15% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, ce qui signifie qu'ils ne mangent pas assez pour répondre à leurs besoins énergétiques quotidiens. Comme conséquence, 39% des ménages allouent plus de 65% de leurs dépenses à l'alimentation. Avec cette détérioration de la consommation alimentaire, de plus en plus de ménages (31%) s**'**engagent à des stratégies de survie sévères (de crise et d'urgence) (PAM, 2016).

Avec la diminution de la production intérieure de 2016 et de 2017A, les besoins en importation se sont accentués. En outre, la faible capacité d'importation commerciale en raison de la rareté des devises combinée à la dépréciation de la monnaie locale n'ont fait qu'augmenter la pression inflationniste sur le marché local tandis que le pouvoir d'achat ne fait que s'estomper du jour au jour. Fin 2016 les prix des denrées alimentaires de base ont connu une forte augmentation allant à plus de 100% par rapport à fin 2014 alors que l'effet des récoltes de la saison A ne semble pas influencer significativement les prix sur le marché qui restent très élevés. Très récemment, face à cette situation de flambée des prix des denrées alimentaires, le gouvernement a annoncé des « réaménagements » réglementaires ad hoc. Le Ministère des finances a indiqué qu'il s'avère urgent de détaxer certaines denrées alimentaires importées, afin que celles-ci soient à la portée de la bourse de la majorité de la population burundaise[3].

A côté de la baisse des disponibilités intérieures, des tentatives de restrictions sur les échanges se sont étendues jusqu'au niveau intérieur entre provinces voire même entre

[3] http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=16298&Itemid=1

communes avec les mesures prises par les autorités à la base visant l'interdiction des échanges couplées aux prélèvements informels. Toutes ces mesures ont dans certains cas de figure conduit à aggraver une situation d'insécurité alimentaire des plus vulnérables dont la migration économique saisonnière constituait déjà une stratégie de résilience traditionnelle pour faire face aux périodes de déficit alimentaire. La période de soudure est pratiquement très dure jusqu'aux prochaines récoltes de juin 2017.

Face à cette situation, il est impératif de conduire une nouvelle enquête de la sécurité alimentaire pour avoir une vision complète de l'évolution de l'urgence après deux années de crise et ainsi pouvoir informer sur les interventions futures du Programme Alimentaire Mondial et ses partenaires. Les résultats de cette étude (EFSA) permettent une mise à jour de la situation de sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Cela offre une base de toute décision (éventuelle) sur un réajustement et/ou une nouvelle intervention par la communauté humanitaire. Cette étude permet de dégager l'impact socio-économique sur l'évolution de la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans le pays et d'en montrer l'évolution. L'étude permet aussi de caractériser le degré de sévérité de l'insécurité alimentaire et de prouver si le niveau de malnutrition a été aggravé par les changements climatiques couplés à la crise socio-politique. Elle met en exergue les stratégies d'adaptation pour la population ainsi que les statistiques sur les personnes en insécurité alimentaire, leurs effectifs ainsi que leur localisation.

Enfin, l'étude vise à déterminer également le « coût-efficacité » de la méthode de transfert monétaire introduite par le Programme Alimentaire Mondiale en 2014 dans les camps de réfugiés afin d'évaluer l'extension de cette nouvelle modalité d'assistance aux vulnérables avec des bons d'alimentation couplés au cash direct (liquidités) en dehors des camps de réfugiés dans l'avenir.

I.3. Objectifs de l'étude

L'objectif global de la présente étude est d'évaluer l'impact de la crise actuelle sur le statut de la sécurité alimentaire et nutritionnel des ménages. A cet effet, la compréhension de l'évolution de la situation en comparaison aux précédentes évaluations EFSA de 2015 et de 2016 sera renforcée. La présente évaluation couvre les aspects en rapport avec la disponibilité alimentaire dans le pays, l'accessibilité à l'alimentation des ménages, l'utilisation ainsi que les marchés, les moyens de subsistance et les stratégies de survie des ménages aussi bien en zones rurales qu'urbaines. L'évaluation aborde également la protection et le genre comme des questions transversales dans l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire. D'autre part, l'étude détermine la possibilité d'étendre la modalité de transfert monétaire sur base de l'analyse du coût-efficacité de la modalité d'intervention dans les 4 camps de réfugiés.

De manière spécifique, la présente EFSA vise à :

1. Répondre aux questions clés de la sécurité alimentaire suivantes ;
    a. Qui sont les personnes en insécurité alimentaire ou vulnérables ?
    b. Combien de personnes en insécurité alimentaire et quelles sont leurs stratégies de survie?
    c. Où sont-ils et pourquoi ils sont en insécurité alimentaire?
    d. Quels sont les effets de la crise actuelle sur la sécurité alimentaire des ménages et sur leurs moyens de subsistance?
    e. Quelles sont les perspectives de la sécurité alimentaire à court terme et quelles sont les menaces et les opportunités pour les prochains mois?
    f. Quelles sont les conséquences/implications directes des interventions éventuelles en sécurité alimentaire et nutrition?
2. Produire une évaluation fiable pour une compréhension approfondie de la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans le pays (en milieu rural et urbain) ainsi que les perspectives à venir;
3. Evaluer l'impact de la crise sur la structure de fonctionnement des marchés. Inclure son impact sur la disponibilité, les prix sur le marché, l'accessibilité des denrées du marché ainsi que sur la chaine d'approvisionnement des marchés y compris les échanges transfrontaliers pour les denrées alimentaires de base ;
4. Définir les risques et contraintes clés à la sécurité alimentaire;
5. Analyser l'avantage « coût-efficacité » du transfert monétaire comme modalité d'intervention d'assistance aux ménages en insécurité alimentaire vis-à-vis de l'assistance en nature ;
6. Analyse des implications de l'assistance éventuelle selon qu'elle soit en nature ou basée sur le transfert monétaire comme réponse aux problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition aussi bien en zone rurale qu'urbaine; Et suggérer les stratégies à court et à moyen terme pour l'assistance ainsi que les priorités dans le ciblage et les critères de ciblage;
7. Identifier les cadres de collaboration et de partenariat dans l'assistance pour plus de synergie et d'efficacité dans le secteur de la sécurité alimentaire;
8. Mettre à jour les aspects de genre et de protection pouvant influencer le statut nutritionnel de la population.

I.4. Résultats attendus

1. Un rapport complet, sur une mise à jour de la situation de la sécurité alimentaire et de vulnérabilité transitoire sur tout le pays (y compris en milieu urbain) incluant les aspects transversaux de genre et de protection, est produit;
2. Des options de réponse (y compris la modalité d'assistance c-à-d transfert monétaire ou en nature), sur lesquelles la communauté humanitaire et les autres partenaires pourraient s'appuyer pour assurer la relance rapide des activités en faveur des plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, sont définis;
3. Des recommandations sur le ciblage, tenant compte de la prévalence et de l'incidence de l'insécurité alimentaires, sont clairement formulées.

II. Méthodologie

II.1. Echantillonnage

La présente EFSA 2017 s'est basée sur l'échantillonnage EFSA 2016. Il porte sur la collecte des données primaires quantitatives au niveau des ménages et qualitatives auprès des groupes de concertation d'une part ainsi que la revue documentaire des études récentes d'autre part. L'échantillonnage est basé sur les zones de moyens d'existence (MINAGRIE/FEWSNET/FAO/PAM) et des zones plus spécifiques identifiées comme les plus probablement affectées par la crise. L'enquête EFSA est réalisée auprès de 3572 ménages répartis dans tout le pays, incluant les 18 provinces, 8 zones de moyens d'existence. Deux strates additionnelles ont été ajoutées pour mieux couvrir les communes ayant une haute concentration de déplacés internes surtout les provinces de Makamba et Rutana, ainsi que dans les communes de la région du Mugamba qui étaient particulièrement affectées par des cas d'incidents sécuritaires au cours des mois précédant l'EFSA 2016.

Le plan de sondage de l'enquête EFSA s'est basé sur celui de l'enquête CFSVA-SMART 2014 qui vise une représentativité selon les zones agro-écologiques et de moyens d'existence (agro-ZME) ainsi qu'au niveau des provinces. Il s'agit donc d'un plan de sondage aléatoire en grappes, stratifié à deux degrés, basé sur la prévalence de malnutrition de moins de 5 ans et proportionnel à la taille de la population dans chaque zone agro-écologique et de moyens d'existence. Au premier degré, 342 unités primaires (collines dans l'ensemble du pays ou quartiers dans la mairie de Bujumbura) ont été tirées à probabilités inégales de 20 UP dans chacune des 18 Strates.

Au deuxième degré, 8 à 19 unités secondaires (ménages) sont sélectionnés aléatoirement dans chacune des UP. Le nombre de ménages par UP est défini proportionnellement à la taille de la population des agro-ZME. Le tirage des 342 unités primaires (collines ou

quartiers) a été réalisé aléatoirement sur la base du recensement général de la population (RGPH 2008) et de la prévalence de malnutrition des enfants. Le nombre d'unités secondaires (ménages) par unité primaire a été défini proportionnellement à la taille de la population des zones agro-écologiques. La sélection des unités secondaires (ménages) fut réalisée aléatoirement sur terrain par les enquêteurs selon la méthodologie suivante. A partir du centre de la colline ou du quartier, les enquêteurs choisissent au hasard (technique du stylo) deux directions et y répartissent le nombre de ménages à enquêter dans cette colline. Pour chaque direction, un pas de sondage est défini ; il correspond au nombre de ménages estimés dans cette direction divisé par le nombre de ménages à enquêter. Le premier ménage à enquêter est choisi en tirant au hasard un chiffre inférieur ou égal au pas de sondage.

II.2.Déroulement de l'enquête

L'enquête EFSA a été organisée et conduite par le PAM en partenariat avec le CERDA. Le PAM a produit les documents techniques de l'enquête (plan de sondage, outils de formation et de collecte) qui ont été validés par le groupe sectoriel sécurité alimentaire. L'organisation de la collecte des données, la coordination et la supervision des activités de collecte de données ont été effectuées par le CERDA. Le CERDA était d'ailleurs chargé du recrutement et de la gestion de tout le personnel engagé sur l'étude ainsi que toute l'organisation logistique sur terrain y compris un consultant national qui a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe technique du PAM tout au long de l'étude. Le consultant national a d'ailleurs participé à la supervision des équipes de terrain où un entretien avec les informateurs clés (Directeurs provinciaux de l'Agriculture et de l'élevage[4], conseillers économiques des gouverneurs) a été mené, afin de recueillir la vue globale de la production agricole et des disponibilités alimentaires dans leurs entités respectifs.

La formation des enquêteurs et des superviseurs ainsi que l'encadrement technique ont été assurées par le PAM en collaboration avec le consultant national. Le principal critère de présélection était d'avoir déjà participé à une enquête EFSA (2015 et/ou 2016) ou une autre enquête socio-économique avec un bagage intellectuel suffisant. Au total, 93 agents ont reçu une formation à l'issue de laquelle 72 enquêteurs et 16 superviseurs furent retenus ainsi que 2 enquêteurs réservistes. Le genre féminin représentait plus de 50% des effectifs. La formation des enquêteurs s'est déroulée du 11 au 13 mars 2017. Elle s'est passée en séance plénière dans les locaux de la KADESH en Mairie de Bujumbura.

[4] L'entretien était souvent réalisé auprès des chefs de service évaluation de la DPAE, ils disposent des informations sur la situation des marchés de la province et participent dans les analyses de la situation alimentaire

Les sessions ont porté sur les objectifs de l'enquête, l'identification des zones de dénombrement, des ménages et des sujets à enquêter, les techniques d'interview, le remplissage du questionnaire sur tablette et la prise des mesures anthropométriques. Pour ce dernier, il était question de mesurer le périmètre brachial et observer la présence ou non des œdèmes bilatéraux. Pendant la formation les participants ont passé en revue toutes les questions en vue d'une parfaite compréhension et appropriation du questionnaire pour assurer la qualité des interviews et des données. Des séances de pré-enquêtes ont été organisées pour affiner les aspects techniques et pratiques de la conduite des interviews. Ceci a permis la capitalisation sur les leçons apprises et ainsi améliorer la clarification des questions ambigües à temps. Pour la formation sur la collecte des données anthropométriques, l'équipe de formation s'est appuyée sur l'expertise de PRONIANUT.

La collecte des données s'est déroulée sur une période de 11 jours (du 14 au 24 mars 2017. Elle a été effectuée par 16 équipes composées chacune de 3 à 8 enquêteurs et d'un superviseur. Chaque équipe couvrait 1 ou 2 provinces. Les enquêteurs étaient responsables de l'administration du questionnaire « Ménage », de la saisie des données sur tablettes et de la prise du périmètre brachial. Les superviseurs étaient responsables de l'administration du questionnaire qualitatif (focus group), des questions logistiques, de l'itinéraire des équipes, de la vérification des données saisies par les enquêteurs et de l'envoi des questionnaires finalisés sur le serveur du PAM. Tous les enfants de moins de cinq ans résidant dans les ménages sélectionnés devaient faire objet de la prise des mesures anthropométriques. Ils devaient être examinés pour vérification d'une présence éventuelle d'œdèmes sur leur corps.

La coordination technique des équipes de terrain s'assurait régulièrement de la qualité des données et du respect de la méthodologie jusqu'à la transmission au serveur du PAM chaque fin de la journée. Elle veillait à ce que les questionnaires soient régulièrement remplis ainsi qu'au respect des consignes de la conduite des interviews par les enquêteurs chaque jour. L'équipe vérifiait également les cas de non réponses pour rapporter sur les raisons à la base. La performance de chaque membre de l'équipe était suivie sur terrain au jour le jour.

II.2. Analyse des données et rédaction du rapport

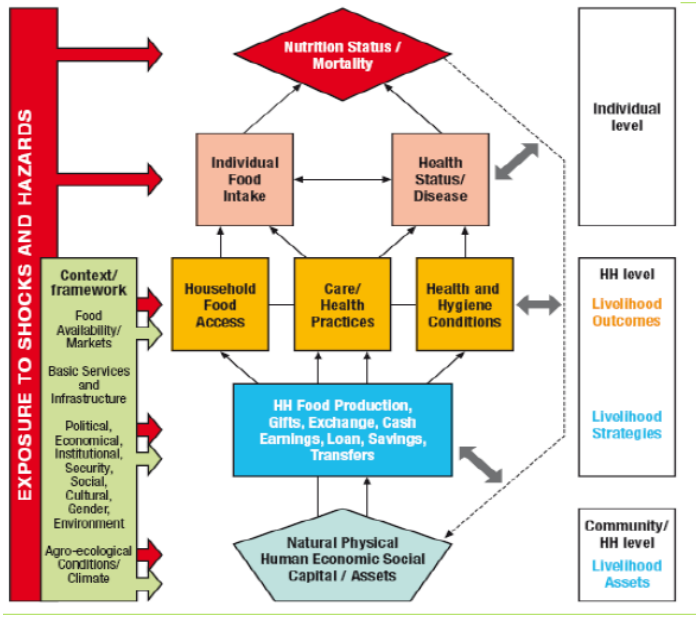
Après la collecte de données, en consultation avec l''équipe technique du PAM, le consultant national recruté par le CERDA a veillé à la revue préalable des outils et de la méthodologie d'analyse. Après l'apurement de la base de données, le traitement et l'analyse statistique ont été effectués en utilisant le logiciel statistique SPSS pour le calcul des différents indicateurs de sécurité alimentaire des ménages. Les données qualitatives (issues des focus groupes) étaient analysées avec un logiciel approprié afin de permettre une interprétation cohérente.

II.3. Limitations de l'étude et problèmes rencontrés

L'enquête EFSA 2017 a coïncidé avec une période de pénurie du carburant surtout le gasoil[5]. Ceci a occasionné des déplacements (et dépenses) imprévus afin de s'approvisionner là où il était encore possible. De fortes pluies ont aussi gêné le transport des enquêteurs vers les coins les plus reculés du pays. Il y a eu aussi des difficultés de la connexion internet pour l'envoie des questionnaires remplis au serveur à temps et la connexion aux satellites pour les coordonnées géographiques. Tous ces facteurs ont occasionné un retard au déroulement des activités dans certaines provinces du pays.

II.4. Cadre conceptuel

L'EFSA s'est appuyé sur le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutrition (PAM/UNICEF);



- L''utilisation des aliments est approchée au niveau individuel, à travers la santé et l'hygiène, les soins des enfants et pratiques alimentaires pour les aliments accessibles au niveau du ménage.
- L'accessibilité aux aliments est déterminée d'une part par la production propre et d'autre part par l'accès physique et économique (déterminé par le pouvoir d'achat) aux vivres disponibles sur le marché

[5] Le Ministre de l'Energie et Mines a expliqué que cette situation était due aux difficultés de connexion internet dans les services de l'Office Burundais des Recettes et les contraintes liées au chargement-déchargement au niveau du parc pétrolier.

et de façon exceptionnelle à travers l'assistance. A cet effet l'analyse a porté sur les avoir du ménage, les moyens d'existence, les sources de revenus ainsi que la dépendance vis-à-vis du marché et le fonctionnement de ce dernier.

• La disponibilité alimentaire à travers l'analyse de la production locale (récoltes, productions d'élevage et de pêche), les stocks, les aides, les importations commerciales et les chaines d'approvisionnement ainsi que la politique d'échanges dans le pays et dans les pays voisins entretenant de traditionnelles relations d'échanges.

III. Résultats

III.1. Niveaux de sécurité alimentaire des ménages

Pour évaluer le degré d'insécurité alimentaire dans les ménages, l'étude EFSA utilise la méthode CARI (*Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security).* Cette méthode est utilisée pour analyser l'insécurité alimentaire et établir sa prévalence au sein d'une population. Elle permet de classer les ménages enquêtés dans quatre catégories suivant un indice composite de sécurité alimentaire (*Food Security Index*) : en sécurité alimentaire (SA), en sécurité alimentaire limite (SAL), en insécurité alimentaire modérée (IAM) ou en insécurité alimentaire sévère (IAS). La classification se base sur le *statut actuel* de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa *capacité d'assurer sa survie* (indicateurs de *vulnérabilité économique* et *d'épuisement des avoirs*).

Tableau 1 : Situation de l'insécurité alimentaire des ménages (Console CARI)

Domaine		**Indicateur**	**Sécurité alimentaire (1)**	**Sécurité alimentaire limite (2)**	**Insécurité alimentaire modérée (3)**	**Insécurité alimentaire sévère (4)**
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire (SCA)	Consommation alimentaire acceptable		Consommation alimentaire limite	Consommation alimentaire pauvre
			52%		34,2%	13,8%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part dépenses alimentaires	**<50%**	**50-65%**	**65-75%**	**>75%**
			15,3%	23,7%	24,2%	36,8%
	Epuisement des actifs	Stratégies d'adaptation	**Aucune**	**Stratégie de stress**	**Stratégie de crise**	**Stratégie d'urgence**
			37%	16,2%	34,9%	12%
Indice de Sécurité alimentaire			12,3%	42,1%	37%	8,5%
Nombre de population*			1 421 611	4 865 841	4 276 392	982 414

Projections (actualisées) de l'ISTEEBU sur base du recensement général de la population et de l'habitat de 2008

La proportion des ménages en insécurité alimentaire s'élève à 45,5% dont 8,5% en insécurité alimentaire sévère et 37% en insécurité alimentaire modérée. D'autre part, 42,1% des ménages sont en sécurité alimentaire marginale ou limite et donc toujours susceptibles à l'insécurité alimentaire. Toutefois, il faut noter que ces proportions varient d'une province à l'autre et d'une zone de moyen d'existence à l'autre. L'insécurité alimentaire est beaucoup observée en milieu rural (48,8%) qu'en mairie de Bujumbura

(12,7%). En se référant aux projections de la population réalisées par l'ISTEEBU, presque 1,4 millions de personnes sont en sécurité alimentaire (12,3%).

III.1.1. Tendance de l'insécurité alimentaire

L'évolution de l'insécurité alimentaire diffère selon zones de moyens d'existence. Cependant, d'une manière générale la cartographie spatiale de la sécurité alimentaire fait état d'une dégradation progressive depuis 2014 (tableau 2).

Tableau 2: Evolution récente de l'insécurité alimentaire au Burundi

Période	Proportion insécurité alimentaire (mod.+sév.)	Proportion insécurité alimentaire sévère	Population projetée (ISTEEBU)	Population en insécurité alimentaire modérée	Population insécurité alimentaire sévère	Population en insécurité alimentaire
CFSVA_Fev-14	32%	7%	9 249 325	2 312 000	647 000	2 959 000
FSMS_Dec-14	39%	6%	9 530 430	3 145 000	572 000	3 717 000
FSMS_Août-15	36%	7%	9 823 823	2 849 000	688 000	3 537 000
FSMS_Dec-15	31%	5%	9 823 823	2 554 000	491 000	3 045 000
EFSA_Avril_16	46%	6%	9 913 348	3 965 000	595 000	4 560 000
FSMS_Août-16	28%	4%	10 038 682	2 409 000	401 000	2 810 000
FSMS_Dec-16	43%	8%	11 200 000	3 920 000	896 000	4 816 000
EFSA_Mars-17	45,5%	8,5%	11 557 816	4 276 392	982 414	5 258 806

Les chiffres du tableau 2 sont tirés des rapports antérieurs (surtout une compilation de FSMS décembre 2016). Ils sont complétés par les résultats de l'EFSA 2017 pour bien tracer l'évolution récente de l'insécurité alimentaire (taux et populations concernées). Le constat général est que le nombre de personnes en insécurité alimentaire continue d'augmenter sensiblement. Toutefois, l'interprétation de ces résultats nécessite une certaines attention surtout concernant les périodes où les enquêtes ont été menées (période de récolte vs période de soudure).

Une comparaison des résultats de l'EFSA 2016 et EFSA 2017 exhibe les tendances spatiales de l'insécurité alimentaire dans le pays. En effet, entre ces deux périodes, on observe une augmentation des taux d'insécurité alimentaire sévère de 5,9 à 8,5% alors que les proportions de ménages en insécurité alimentaire modérée ont diminué de 3,1% indiquant ainsi une détérioration de la situation alimentaire suite aux aléas climatiques qui ont caractérisé la saison culturale 2017A. En outre, on observe une légère augmentation des proportions de ménages en sécurité alimentaire limite.

Tableau 3: Evolution de l'insécurité alimentaire (Avril 2016-Mars 2017)

Province	EFSA Avril 2016 (en %)	EFSA Mars 2017 (en %)	Différence
Bubanza	43,1	40,1	-3
Bujumbura Mairie	9,3	12,7	3,4
Bujumbura Rural	46,7	41,5	-5,2
Bururi	46	52,5	6,5
Cankuzo	57	50,5	-6,5
Cibitoke	36,9	22	-14,9
Gitega	60,3	62,1	1,8
Karusi	53,5	57,2	3,7
Kayanza	51,8	58,4	6,6
Kirundo	53	53,9	0,9
Makamba	43,6	40,7	-2,9
Muramvya	53	60,9	7,9
Muyinga	53,7	54,3	0,6
Mwaro	61,5	58,7	-2,8
Ngozi	47,3	62,6	15,3
Rumonge	32,5	40,8	8,3
Rutana	53,2	50,5	-2,7
Ruyigi	16	49,4	33,4

Onze provinces (sur dix-huit) enregistrent une nette détérioration de la sécurité alimentaire. Parmi les provinces où la situation s'est beaucoup empirée figure la province de Ruyigi (33,4%) située dans les plateaux secs de l'Est, Ngozi (15,3%) des plateaux humides, Rumonge (8,3%) dans la plaine de l'imbo ainsi que la province de Kayanza (6,6%) située dans les plateaux humides et la zone de haute altitude. Il importe de noter que les provinces de Ngozi et Gitega affichent des niveaux d'insécurité alimentaires trop élevés par rapport aux autres provinces du pays (62,6% et 62,1% respectivement). Ces provinces avec de fortes densités de population ont des problèmes d'accès aux terres cultivables et une part importante des populations dépend de la main d'œuvre rémunérée. Et de ce fait, sont vulnérables aux moindres chocs et disposent d'une faible capacité de résilience.

Les provinces de Cibitoke, Cankuzo et Bujumbura Rural montrent une certaine amélioration de la sécurité alimentaire par rapport à la situation d'Avril 2016 (jusqu'à 15% en province de Cibitoke). Ces résultats paraissent contradictoires au regard des rapports précédents qui donnent les zones en basse altitude parmi les localités qui beaucoup souffert du déficit hydrique (MINGARIE & FAO, 2017). Une explication peut être liée au fait que l'EFSA 2017

a été effectuée pendant la période de récoltes de la saison 2017A. Par ailleurs une assistance en semences et rations de protection des semences octroyées à +/-120 mille personnes[6] des régions de basse altitude pour leur permettre de mettre en place la saison 2017B au moment où le déficit hydrique avait particulièrement affectées la première saison culturale. Ce qui peut d'ailleurs masquer la sévérité des effets du déficit hydrique observé pendant cette période. Toutefois, la durée de stock est trop limitée (section 4.2.3) et donne une indication claire sur les disponibilités alimentaires[7].

III.1.2. Catégories de ménages plus touchées par l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche principalement les régions plus fréquemment exposées aux problèmes structurels liés à l'accès aux terres arables (dont Kirimiro allant jusqu'à 66,8% des ménages en insécurité alimentaire et Buyenzi ayant 54,1%) et les zones agro-écologiques ayant connu des perturbations climatiques durant le quatrième trimestre de l'année 2016 surtout Buyogoma (55%) et Bugesera (53,3%).

En plus des différences significatives entre les régions, le statut de résidence du ménage a une influence significative sur la situation alimentaire du ménage (tableau 4).

Tableau 4: Statut des ménages et leur situation alimentaire

	Effectifs (%)	**Sécurité alimentaire (1)**	**Sécurité alimentaire limite (2)**	**Insécurité alimentaire modérée (3)**	**Insécurité alimentaire Sévère 4)**
Résident n'accueillant pas des déplacés internes	97,6%	12,40%	42,20%	36,90%	8,50%
Résident accueillant des déplacés internes	1,4%	9,80%	49,00%	35,30%	5,90%
Déplacés internes (IDPs)	0,6%	0,00%	23,80%	71,40%	4,80%
Retourné d'un pays voisin il y a moins de 2 ans	0,2%	16,70%	16,70%	33,30%	33,30%
Retourné d'une autre localité intérieure du pays	0,2%	0,00%	50,00%	16,70%	33,30%

Les résultats de l'enquête EFSA montrent que la situation alimentaire des ménages diffère selon le statut de résidence des ménages. Bien que trop peu de ménages ayant connu des déplacements ou ménages ayant accueilli des personnes déplacées (1,4%) font partis de

[6] Les fonds CERF 2017 octroyés au PAM et à la FAO pour assister les ménages des communes de Bubanza, Bujumbura rural, Cankuzo et Muyinga particulièrement affectés par le déficit hydrique.
[7] D'importants déficits hydriques se sont confirmés sur plusieurs localités du pays, surtout dans les zones de basse altitude où l'irrégularité des pluies a contrarié la première campagne agricole 2017 (A).

l'échantillon EFSA, un constat est que ces ménages ont une situation de sécurité alimentaire préoccupante.

Les ménages des déplacés internes (76,2%) et les ménages des retournés des pays voisins (66,6%) sont généralement en situation d'insécurité alimentaire. Ces derniers accédant aux aliments (principalement) à travers les achats, ils ont des difficultés d'acquérir suffisamment de nourriture suite aux prix des denrées alimentaires élevés alors que la rémunération de la main d'œuvre reste basse. En plus de leur situation de faible pouvoir d'achat, la plupart ont perdu des outils de production ou biens domestiques et souffrent du manque de logement décent.

En outre, l'insécurité alimentaire affecte en particulier les couches sociales les plus vulnérables avec une faible capacité de résilience ou ayant une gamme limitée de sources de revenus. Les caractéristiques de l'habitation sont en corrélation avec la situation socio-économique du ménage. Pour la plupart des cas, elles renseignent beaucoup sur leur état de pauvreté. Ainsi l'insécurité alimentaire est recensée dans 65,6% des ménages vivant dans des maisons couverte de paille (palme ou feuilles), 61,3% des maisons couvertes de tuiles, tandis que seulement 36,5% des maisons couverte de tôle sont habitées par des ménages en insécurité alimentaire. Il en est de même pour des ménages vivant en situation difficile comme les divorcés (65,5%) et les couples séparés (65%).

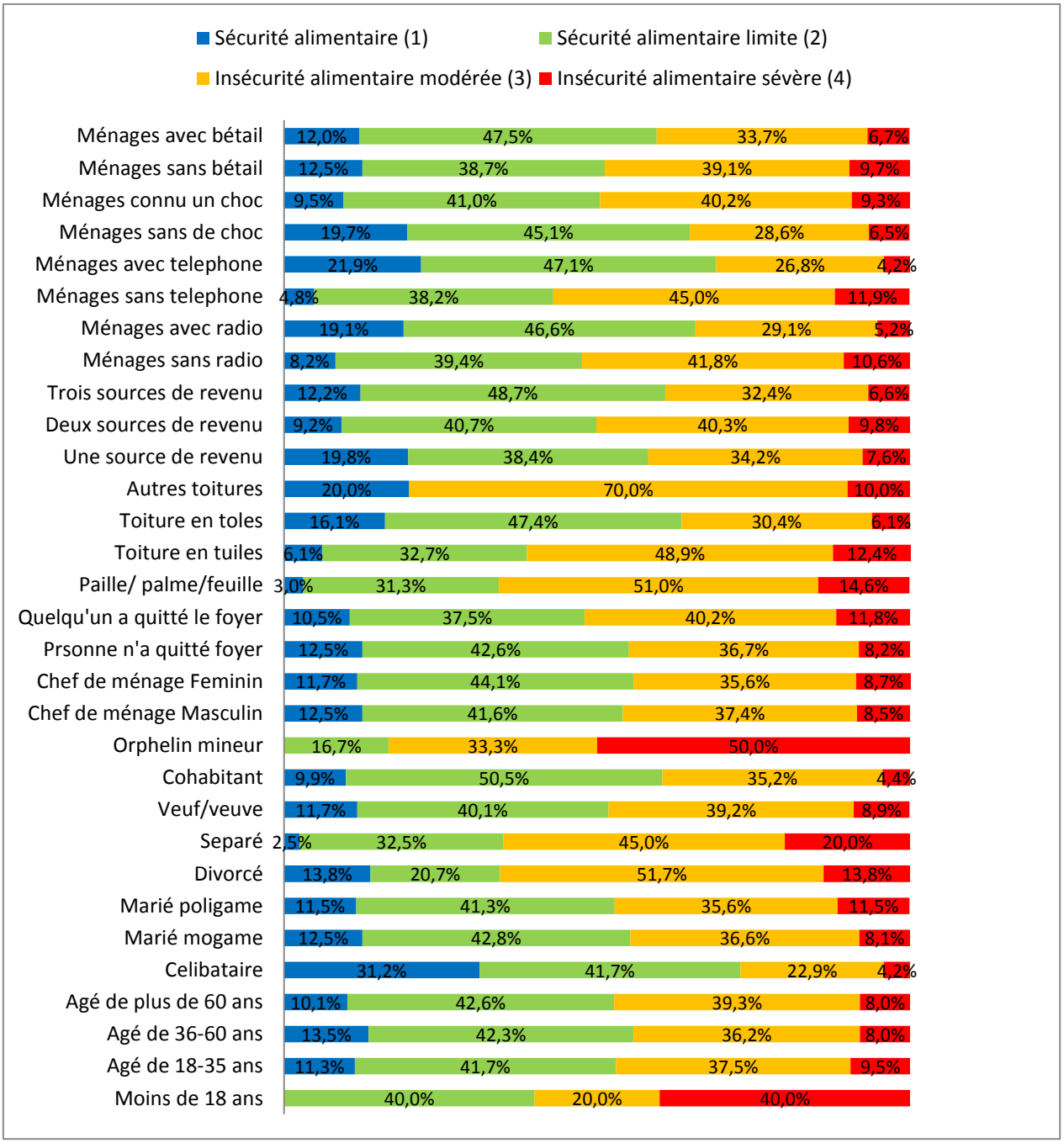


Figure 1: Profil des ménages en insécurité alimentaire

En outre, le fait d'avoir des membres ayant quitté le foyer semble avoir des implications sur la situation de consommation alimentaire du ménage. Les ménages avec un ou plusieurs membres qui se sont déplacés montrent des taux d'insécurité alimentaires élevés (52% contre 45% pour les ménages n'ayant pas des personnes en migration). La pratique de migration individuelle est devenue trop courante dans les ménages burundais et surtout dans les provinces densément peuplés comme Gitega (16,7%) et Ngozi (12,5%) mais aussi dans les zones ayant connu des aléas climatiques comme Rutana (13,9%) et Makamba (12,1%). C'est un signe de volonté manifeste de diversification des sources de revenus.

Les ménages possédant un moyen de communication semblent avoir une bonne situation alimentaire. Les ménages possédant un téléphone ont un taux d'insécurité alimentaire bas (31%) comparativement aux ménages n'ayant pas de téléphone portable (55,9%). Signalons que 43,9% de ménage possède un téléphone mobile et que 34,1% seraient disposés à faire l'enquête par téléphone (27% sont capables de lire et écrire sans se faire assister).

Il en est de même que les ménages dotés d'un poste de radio qui présentent une meilleure situation de sécurité alimentaire, avec 34,3% en insécurité alimentaire contre 52,4% de ménages n'ayant pas de poste de radio. En plus d'être un signe de bien être d'un foyer, les moyens de communication constituent une source d'information permettant aux ménages de disposer d'information (sur les prix, nouvelles technologies) et ainsi de prendre des décisions adéquates en temps réel.

Enfin, la principale source de revenu du ménage contribue beaucoup à la situation de sécurité alimentaire du ménage. Alors que près de 70% de ménages enquêtés vivent de l'agriculture (vivriers, rente, élevage), des ménages vivant des emplois instables ou précaires affichent un taux élevés d'insécurité alimentaire (main d'œuvre agricole : 76,6% de ménages en insécurité alimentaire, autres types de main d'œuvre : 56, 3%, exploitation minière : 63,7%, vente de bois de charbon : 60%). Toutefois, il apparaît que les ménages ayant des sources de revenus plus sécurisées ont une part d'insécurité alimentaire bas.

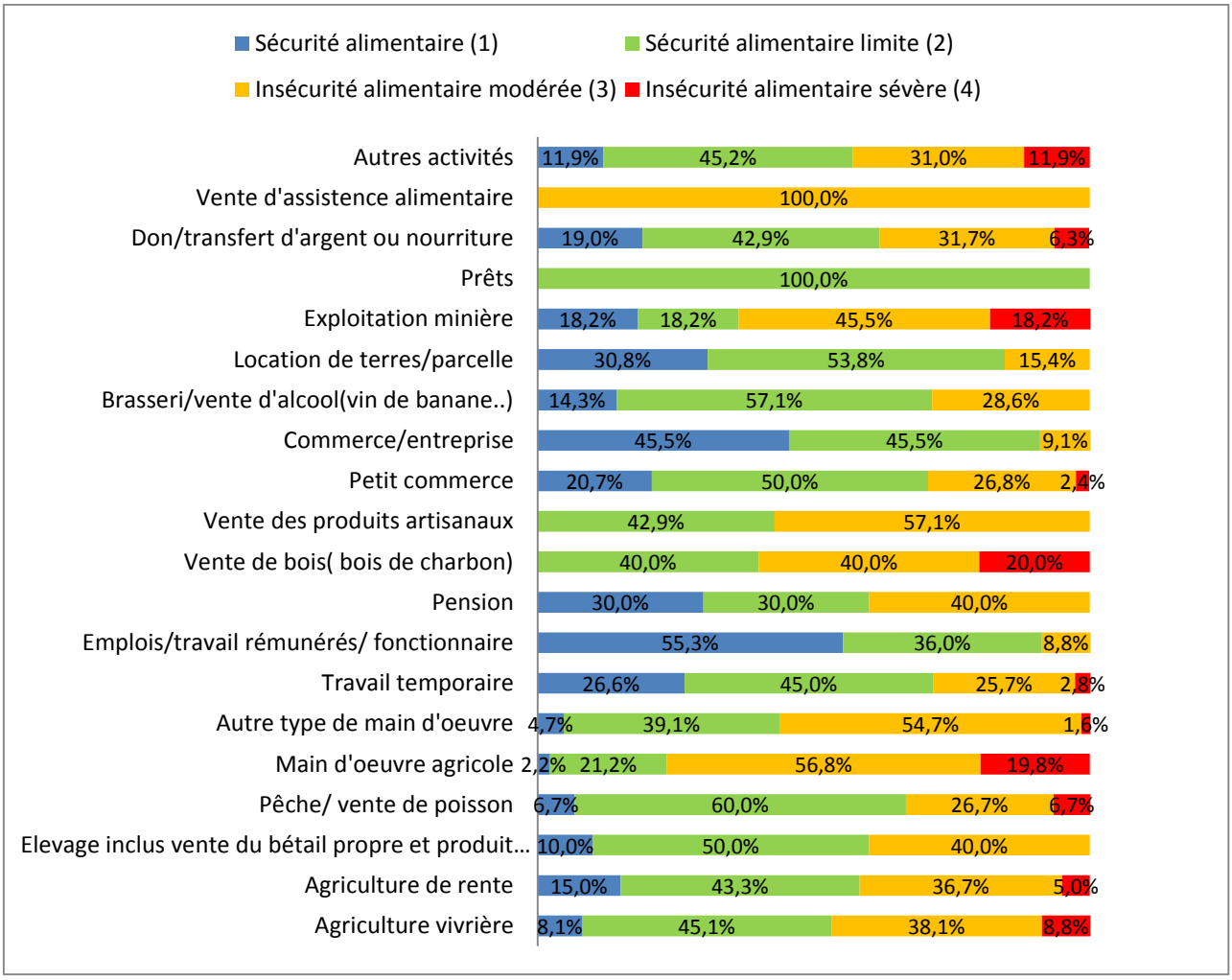


Figure 2: Situation alimentaire des ménages selon leur source de revenus principale

III.1.3. Sécurité alimentaire au niveau des zones de moyens d'existence et des provinces

Le niveau de sécurité alimentaire varie selon les zones de moyens d'existence. Des taux élevés d'insécurité alimentaire sont observés dans les plateaux humides (62,6%) comprenant la région naturelle de Buyenzi et Kirimiro, les plateaux secs de l'Est (54,4%) comprenant la région naturelle de Buyogoma et Bweru, les dépressions du Nord ou région naturelle de Bugesera (53,3%) ainsi que la zone de haute altitude (52,5%) qui englobe deux régions naturelles de Mugamba et Bututsi.

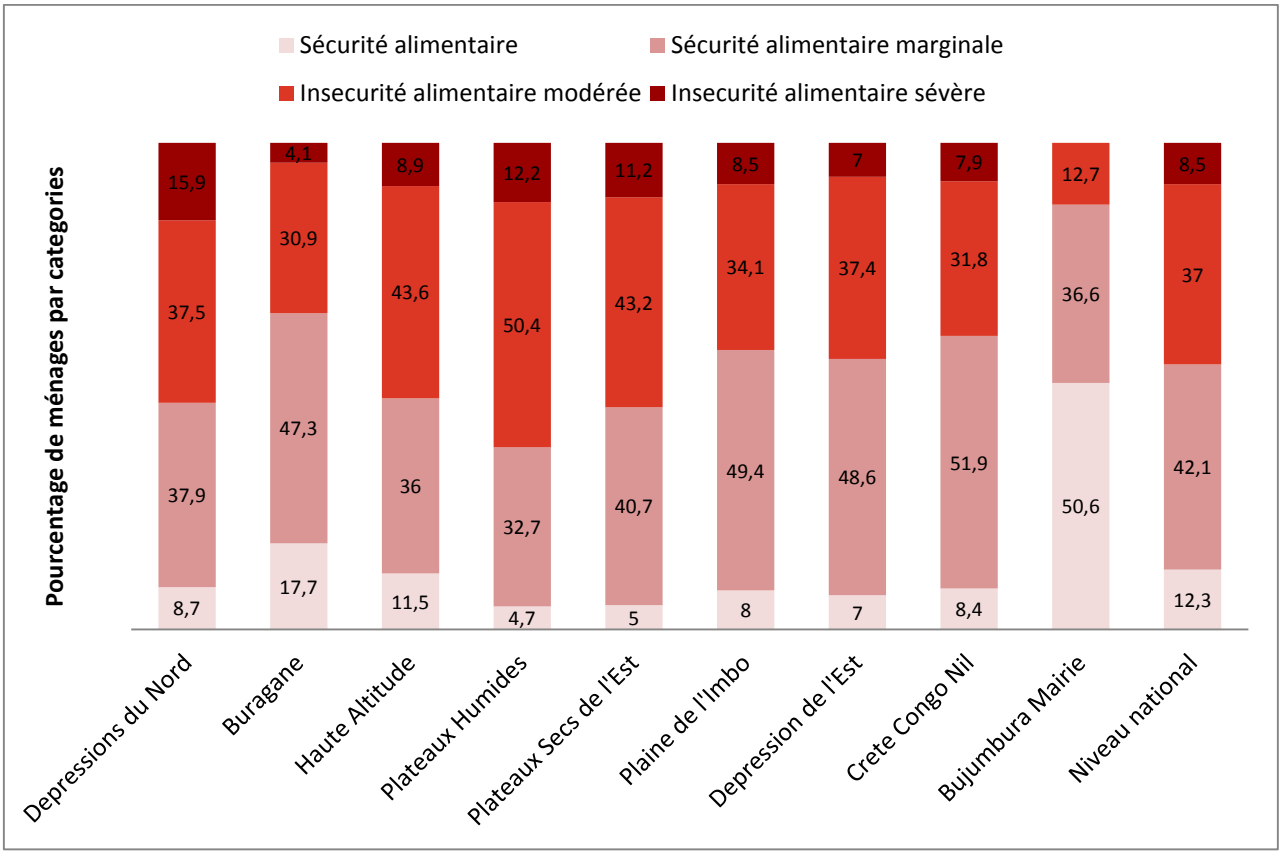


Figure 3: Sécurité alimentaire par zones de moyens d'existence

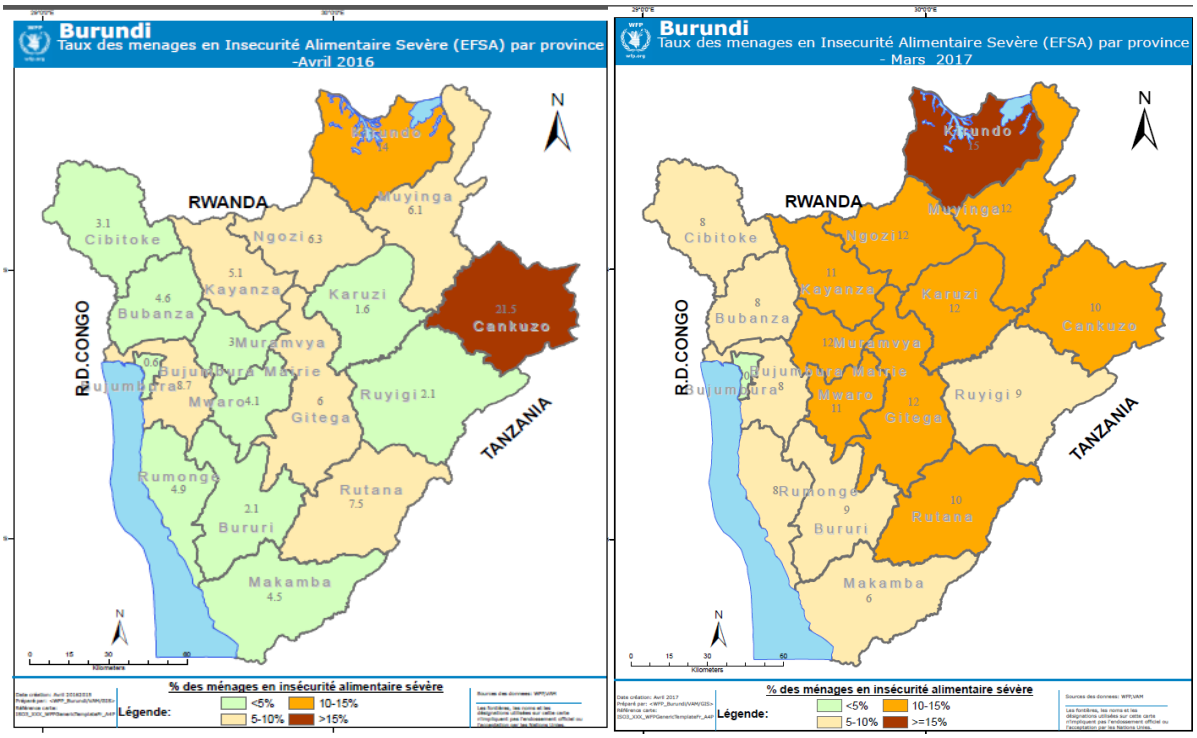
Un pourcentage élevé de ménages en sécurité alimentaires se trouvent dans la mairie de Bujumbura (50,6%), les zones de Buragane (17,7%) et de Haute altitude (11,5%). L'insécurité alimentaire sévère est surtout observée dans les des dépressions du Nord (15,8%), les plateaux humides (12,2%) et les plateaux secs de l'Est (11,2%).

Tableau 5: Sécurité alimentaire par province

Province	Sécurité Alimentaire	Sécurité Alimentaire Marginale	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Bubanza	8%	52%	32%	8%
Bujumbura Rural	9%	50%	33%	8%
Bururi	12%	36%	44%	9%
Cankuzo	6%	44%	41%	10%
Cibitoke	9%	49%	34%	8%
Gitega	5%	33%	50%	12%
Karuzi	5%	38%	46%	12%
Kayanza	8%	34%	48%	11%
Kirundo	8%	39%	39%	15%
Makamba	12%	47%	34%	6%
Muramvya	6%	33%	49%	12%
Muyinga	6%	40%	42%	12%
Mwaro	7%	34%	48%	11%
Ngozi	5%	33%	50%	12%
Rumonge	8%	51%	33%	8%
Rutana	6%	44%	41%	10%
Ruyigi	6%	45%	40%	9%
Bujumbura Mairie	51%	37%	13%	0%
National	**12%**	**42%**	**37%**	**9%**

L'insécurité alimentaire sévère touche particulièrement les ZMEs des Dépressions du Nord (15,9%), les plateaux humides (12,2%) et les Plateaux Secs de l'Est (11,2%)

La situation de la cartographie comparée entre 2016 et 2017, montre une détérioration du niveau de sécurité alimentaire sévère dans toutes les provinces sauf dans Bujumbura mairie et Cankuzo.



III.2. Consommation alimentaire des ménages

III.2.1. Score de consommation alimentaire par zone de moyen d'existence

La consommation alimentaire est évaluée à l'aide du score de consommation alimentaire. Il est calculé à partir de la fréquence de consommation et de sa diversité dans les ménages durant les 7 jours qui précèdent l'enquête. C'est un indicateur proxy de la couverture énergétique et qui, avec les données sur les indicateurs de l'accès à la nourriture choisis, permet d'estimer la proportion des ménages en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée. Les résultats issus des analyses montrent que la moyenne du score de consommation alimentaire est de 37,90 avec 13,8% des ménages qui ont un score de consommation inférieur à 21, donc une alimentation pauvre.

Tableau 6: Consommation alimentaire et sécurité alimentaire

		Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limite (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire Sévère(4)
Consommation alimentaire	**Acceptable**	23,70%	74,30%	2,00%	0,00%
	Limite	0,00%	10,30%	84,60%	5,10%
	Pauvre	0,00%	0,00%	50,70%	49,30%
Total		**12,30%**	**42,10%**	**37,00%**	**8,50%**

Les résultats du tableau 6 montrent que la sécurité alimentaire est significativement corrélée à la consommation alimentaire des ménages. Les ménages classés en sécurité alimentaire ont une consommation alimentaire acceptable alors que les ménages avec une consommation pauvre sont classés en insécurité alimentaire sévère et modérée.

La figure 4 présente les scores de consommation alimentaire par zone de moyens d'existence en Mars 2017.

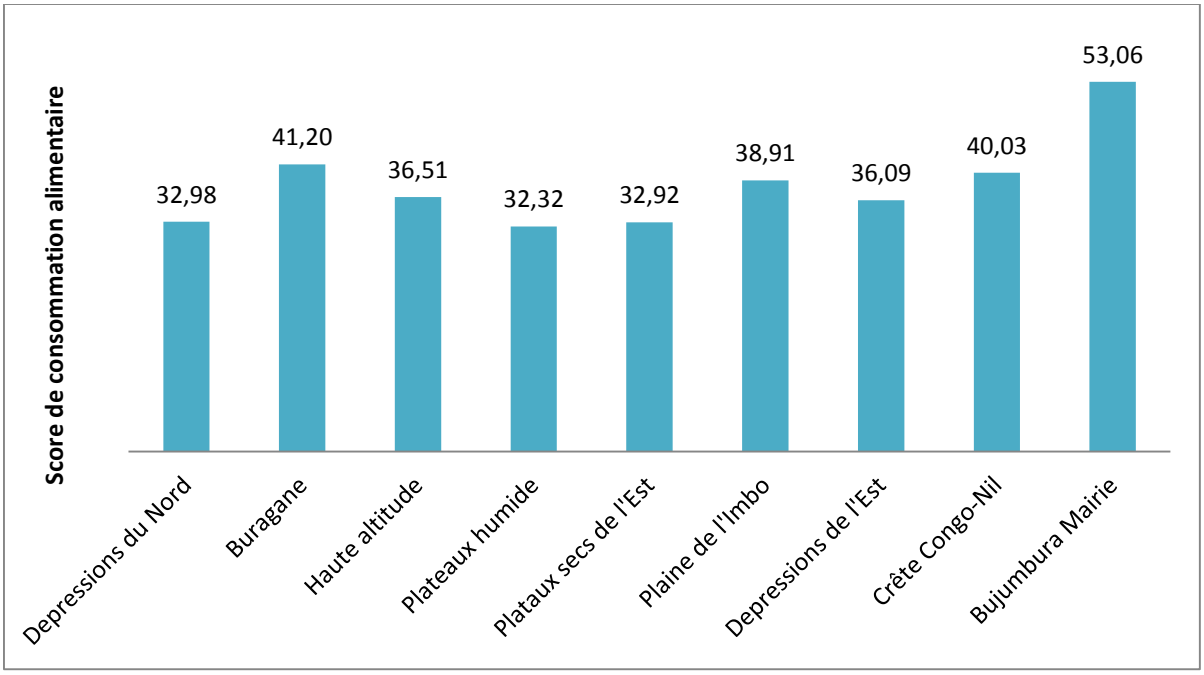


Figure 4: Score de Consommation Alimentaire par zone de moyens d'existence

Les scores de consommation alimentaire plus élevés sont observés dans les ménages Bujumbura mairie (53,06), les zones de Buragane (41,2) et de la Crête Congo-Nil (40,03) où ils sont supérieurs à la moyenne. Néanmoins, les régions des plateaux humides (32,34), les plateaux secs de l'Est (32,92) et les dépressions du Nord ont des scores largement inférieurs à la moyenne et au seuil d'un score de consommation alimentaire acceptable (≥35).

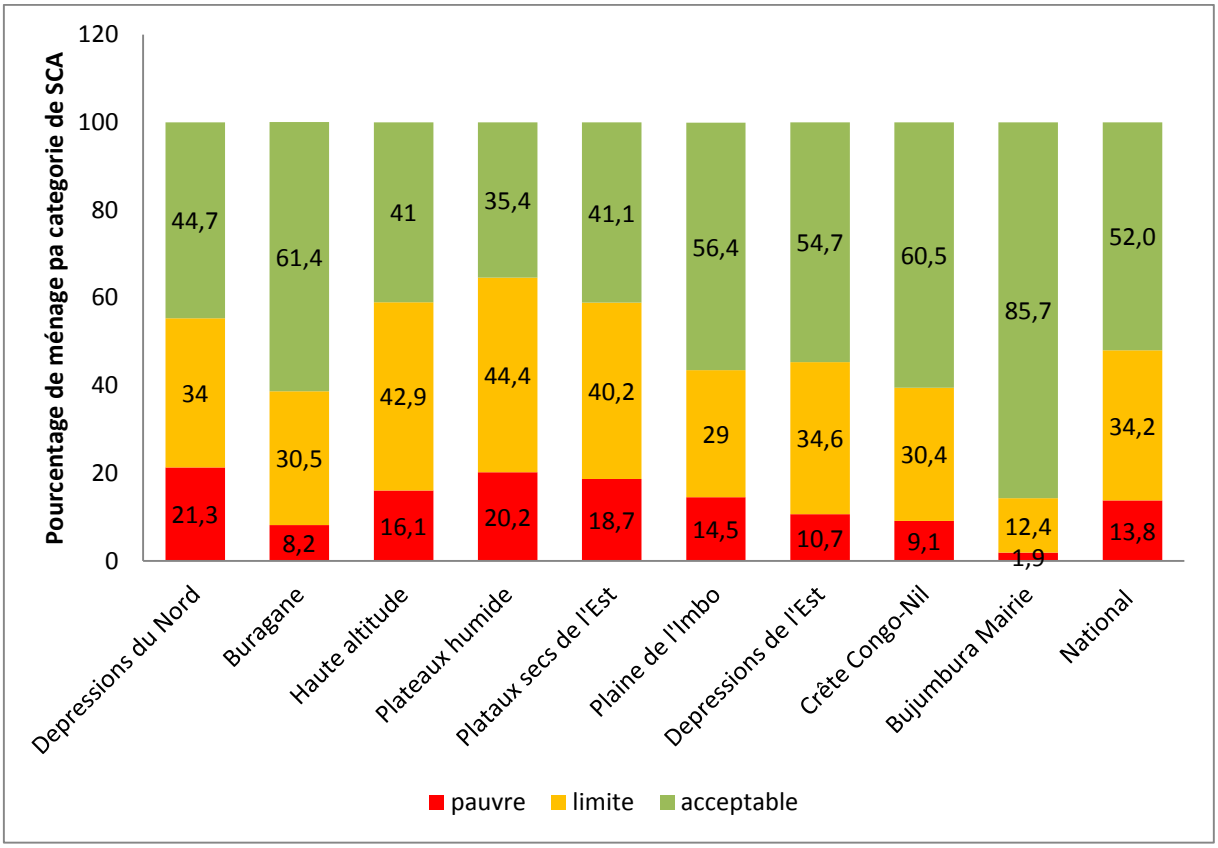


Figure 5: Consommation alimentaire par zone de moyens d'existence

Par ailleurs, les taux élevés de ménages avec une consommation alimentaire acceptable se trouvent surtout dans les zones de Bujumbura Mairie (85,7%) et Buragane (61,4%). D'autre part, les zones des dépressions du Nord, plateaux humides et plateaux secs de l'Est présentent beaucoup de ménages avec une consommation pauvres de 21,3%, 20,2% et 18,7% respectivement.

III.2.2. Fréquence des repas

La réduction du nombre de repas figure parmi les stratégies souvent adoptées par les ménages en cas de déficit alimentaires. Ainsi, le nombre de repas journalier est un indicateur du niveau de disponibilité alimentaire dans les foyers.

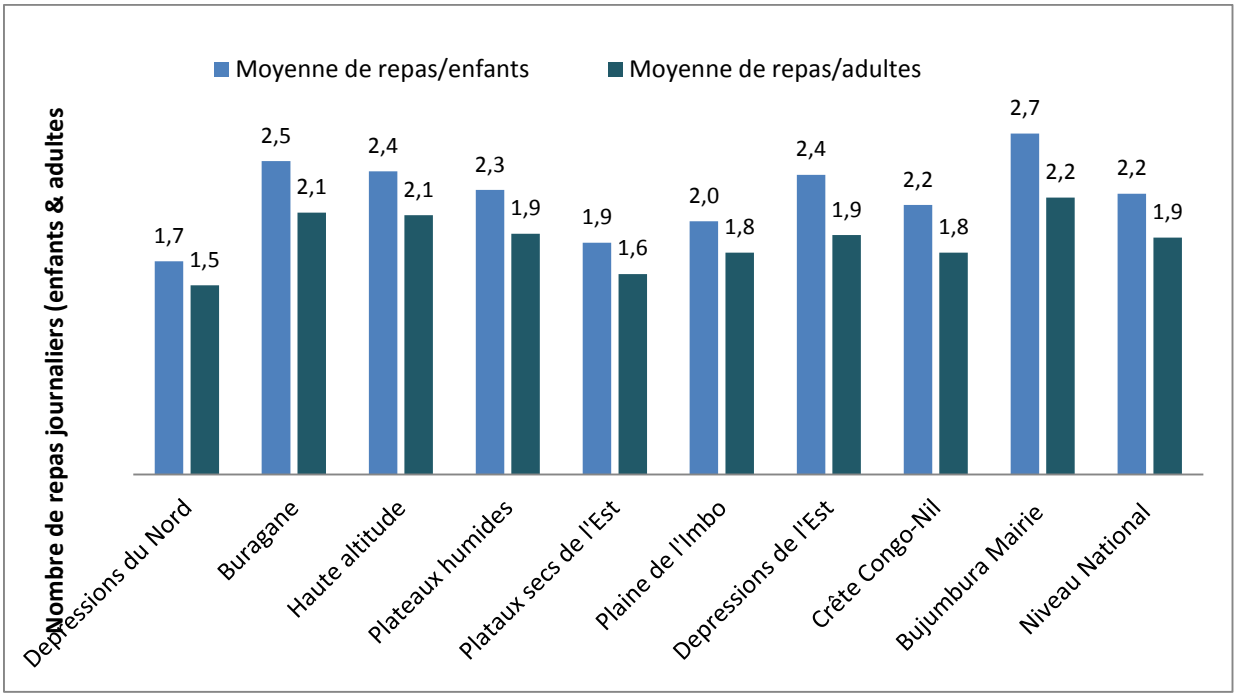


Figure 6: Moyenne de repas journaliers par zone de moyens d'existence

En moyenne deux repas ont été consommés la veille de l'enquête (66,5% des ménages de l'échantillon). Alors que l'idéal est d'avoir 3 repas à savoir le petit déjeuner, le déjeuner et le souper, seuls 11,5 % des ménages en sont capables. En effet, 21,4% des ménages ont consommé un seul repas la veille par les adultes du ménage (tableau 7).

D'après les résultats de cette enquête il n'y a pas beaucoup de différence entre la moyenne des fréquences de repas pour adultes et enfants (1,9 et 2,2 repas par jour). Toutefois, il s'avère important de noter que la moyenne du nombre de repas consommé par les enfants est difficile à déterminer avec exactitude suite à l'hétérogénéité liée à l'âge des enfants.

Tableau 7: Nombre de repas consommés par les adultes

ZMEs	0 repas	1 repas	2 repas	3 repas	4 repas
Dépressions du Nord	1,20%	48,00%	49,60%	1,20%	0,00%
Buragane	0,00%	4,50%	81,80%	13,60%	0,00%
Haute altitude	1,00%	12,20%	65,60%	21,20%	0,00%
Plateaux humides	0,40%	11,50%	83,60%	4,50%	0,00%
Plateaux secs de l'Est	0,80%	39,00%	59,30%	0,80%	0,00%
Plaine de l'Imbo	0,50%	30,50%	60,30%	8,50%	0,20%
Dépressions de l'Est	0,20%	16,80%	74,50%	8,40%	0,00%
Crête Congo-Nil	0,50%	29,70%	62,40%	7,40%	0,00%
Bujumbura Mairie	0,30%	12,70%	52,80%	33,90%	0,30%
Niveau National	**0,60%**	**21,40%**	**66,50%**	**11,50%**	**0,10%**

Il est quasiment impensable de croire à la couverture des besoins énergétiques avec un seul repas, de surcroit dans le contexte du milieu rural burundais. La réduction du nombre de repas journaliers relève des stratégies d'adaptation utilisées dans les ménages qui font face à un déficit alimentaires. Ce comportement des ménages est beaucoup observé dans les zones des plateaux secs de l'Est (39%), les dépressions du Nord (48%), la plaine de l'Imbo (30,5%) et la crête Congo-Nil (29,7%). Enfin, un comportement particulier est observé dans certains ménages de l'échantillon (20 ménages) qui ont déclaré n'avoir pas eu de repas la veille de l'enquête (0,6%). Ceci peut relever d'une situation difficile (extrême d'insécurité alimentaire) ou simplement une confusion de l'enquêté.

Tableau 8: Nombre de repas consommés par les enfants

ZMEs	0 repas	1 repas	2 repas	3 repas	4repas	5repas
Dépressions du Nord	9,10%	34,90%	48,00%	7,90%	0,00%	0,00%
Buragane	15,90%	1,40%	39,50%	42,70%	0,50%	0,00%
Haute altitude	16,80%	3,50%	44,10%	33,70%	1,60%	0,30%
Plateaux humides	11,10%	3,00%	60,50%	24,10%	1,10%	0,20%
Plateaux secs de l'Est	19,90%	24,10%	44,00%	12,00%	0,00%	0,00%
Plaine de l'Imbo	11,30%	16,90%	53,20%	18,30%	0,40%	0,00%
Dépressions de l'Est	10,50%	7,00%	42,50%	38,10%	1,90%	0,00%
Crête Congo-Nil	12,40%	8,60%	57,20%	21,50%	0,20%	0,00%
Bujumbura Mairie	21,40%	4,70%	25,80%	36,30%	10,60%	1,20%
Niveau National	**13,90%**	**10,10%**	**47,60%**	**26,50%**	**1,70%**	**0,20%**

S'agissant de l'alimentation des enfants, on remarque que 13,90% de ménages ne sont pas concernés par cet indicateur (0 repas/jours). L'âge moins avancé peut justifier cette absence de repas pour les enfants non encore sevrés. Dans le cas des enfants, le nombre de repas peut aller jusqu'à 5 selon l'âge de l'enfant et/ou de la situation socio-économique des ménages auxquels ils appartiennent. La plupart des enfants mangent deux à trois fois soit 47,6% et 26,5% respectivement.

III.2.3. Consommation des différents groupes d'aliments

Les résultats de l'EFSA 2017 montrent une consommation plus ou moins régulière de 4 groupes (Féculents, les légumineuses, l'huile et les légumes). Ils sont consommés dans l'ensemble plus de 4 jours sur 7 et dans presque toutes les ZMEs (tableau 9).

Tableau 9: Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments

Zones de Moyens d'Existence	*Dépressions du Nord*	*Buragane*	*Haute altitude*	*Plateaux humide*	*Plateaux secs de l'Est*	*Plaine de l'Imbo*	*Dépressions de l'Est*	*Crête Congo -Nil*	*Bujumbura Mairie*
Céréales	3,6	3,7	4,9	4,0	2,0	2,4	3,7	2,4	4,8
Tubercules et racines	1,4	3,0	2,1	1,4	2,1	2,8	2,7	3,1	2,5
Bananes	0,5	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	0,6	0,7	1,0
Légumineuses	4,0	4,1	3,2	3,0	4,3	4,0	4,1	4,3	6,4
Légumes vertes	5,4	4,8	4,2	5,6	5,4	5,1	4,6	5,1	5,2
Autres légumes	0,6	3,4	1,7	1,4	0,9	3,3	2,2	2,5	2,9
Fruits	0,0	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,3	0,3	0,5
Viande & poissons	0,2	0,6	0,2	0,3	0,1	1,2	0,2	0,9	0,9
Œufs	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
Lait et dérivés	0,1	0,5	1,0	0,2	0,1	0,2	0,1	0,4	1,0
Huile végétale	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
Sucres	0,3	0,8	1,0	0,4	0,2	0,9	0,4	0,7	3,5

Toutefois, la consommation des groupes de fruits, viandes, lait et sucre est plutôt faible et irrégulière dans toutes les zones de moyens d'existence. La consommation des viandes et poissons est quasi inexistante dans les zones de Dépression du Nord, Plateaux secs de l'Est et Plateaux humides. La consommation de ces denrées est relativement plus représentée dans les plats des ménages des zones de la plaine de l'Imbo.

Tableau 10: Principales sources d'aliments par zone de moyens d'existence

Aliments		Dépressions du Nord	Buragane	Haute altitude	Plateaux humides	Plateaux secs Est	Plaine Imbo	Dépressions de l'Est	Crête Congo-Nil	Bujumbura Mairie	Niveau National
Céréales	Ne s'applique pas	21,40%	9,00%	13,20%	40,20%	28,70%	15,90%	23,90%	9,30%	18,90%	21,40%
	Autoproduction	15,90%	57,70%	60,90%	47,20%	17,00%	16,70%	56,80%	24,40%	0,00%	35,40%
	Achat en cash	58,70%	17,30%	28,60%	36,30%	38,20%	50,60%	22,70%	48,60%	86,60%	42,10%
	Don de nourriture (ami, parents)	2,80%	2,70%	0,70%	2,30%	2,90%	2,00%	3,30%	1,40%	3,40%	2,20%
	Echange/ travail contre nourriture	0,80%	0,50%	0,70%	0,90%	0,00%	0,50%	1,40%	0,70%	0,00%	0,70%
	Assistance alimentaire	0,00%	0,50%	0,20%	0,20%	1,20%	1,10%	0,00%	0,70%	0,00%	0,40%
	Emprunt	1,60%	0,00%	0,00%	0,00%	0,40%	0,40%	0,00%	0,20%	0,60%	0,30%
Tubercules	Ne s'applique pas	52,00%	18,60%	40,00%	50,60%	36,50%	31,90%	20,30%	22,50%	32,30%	34,50%
	Autoproduction	19,00%	53,20%	39,60%	27,40%	19,10%	19,80%	39,30%	38,80%	1,20%	29,10%
	Achat en cash	24,60%	25,90%	18,30%	19,40%	40,70%	47,20%	38,30%	36,80%	63,40%	34,00%
	Don de nourriture (ami, parents)	1,60%	1,40%	1,00%	2,30%	2,50%	0,90%	1,40%	1,40%	2,50%	1,60%
	Echange/ travail contre nourriture	2,80%	0,50%	1,00%	0,20%	0,40%	0,20%	0,50%	0,00%	0,00%	0,50%
	Assistance alimentaire	0,00	0,00	0,00	0,20%	0,80%	0,00%	0,00%	0,20%	0,00%	0,10%
	Emprunt	0,00%	0,50%	0,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%	0,20%	0,60%	0,20%
Légumineuses	Ne s'applique pas	15,90%	13,60%	21,20%	25,80%	14,50%	11,10%	8,20%	6,70%	0,90%	13,90%
	Autoproduction	25,00%	36,80%	21,10%	17,70%	16,20%	9,40%	25,90%	26,30%	1,20%	19,10%
	Achat en cash	55,20%	45,00%	56,60%	56,00%	60,60%	75,00%	63,60%	64,40%	92,50%	63,80%
	Don de nourriture (ami, parents)	2,80%	3,60%	0,80%	0,40%	2,10%	2,50%	1,60%	1,40%	4,70%	1,90%
	Echange/ travail contre nourriture	0,00	0,90%	0,30%	0,00	0,40%	0,20%	0,70%	0,20%	0,00	0,30%
	Assistance alimentaire	0,40%	0,00	0,00	0,20%	4,60%	0,50%	0,00	0,70%	0,00	0,50%
	Emprunt	0,80%	0,00	0,00		1,70%	1,30%	0,00	0,20%	0,60%	0,40%

Le tableau 10 montre les principales sources d'approvisionnement des ménages en denrées alimentaires de base. Au niveau national, les céréales sont acquises par les ménages principalement via les achats (42,1%) et la propre production (35,4%) dans les exploitations. On observe donc une diminution progressive de la part des aliments issus de l'autoproduction (53,8% en 2014 à 38,4% en 2016 et 35,4% en 2017) au profit des aliments achetés.

Les taux élevés de consommation des céréales produites dans les ménages (autoproduction) s'observent dans la zone de haute altitude avec 61% dont le Mugamba et le Bututsi. Des faibles taux d'autoproduction sont beaucoup rencontrés dans les dépressions du Nord (15,9%), la plaine de l'Imbo (16,7%) et les plateaux secs de l'Est (17%), et sont souvent compensés par des achats qui sont plus élevés par rapport aux autres zones de moyens d'existence.

Pour les racines et tubercules, plus du tiers (34,5%) des ménages enquêtés se déclarent non concernés par ce type d'aliments. Quant au reste, la grande partie (34%) provient des achats, suivie par l'autoproduction (29,1%). Les taux élevés des ménages sans tubercules dans leur alimentation se rencontrent dans les Dépressions du nord (52%), dans les Plateaux humides (50,6%) et dans la Haute altitude (40%). Ceci est conséquent du déficit hydrique qui a beaucoup affecté la disponibilité des boutures. L'achat est plus caractéristique dans la Mairie de Bujumbura (63,4%) et un peu dans toute la plaine de l'Imbo (47,2%). Par ailleurs, l'autoproduction des racines et tubercules est plus représentée dans la région de Buragane (53,2%).

Les légumineuses quant à elles parviennent aux ménages principalement à travers les achats (63,8% des ménages) alors que simplement 19,1% des ménages les obtiennent par autoproduction. Sous l'angle ZME, la Mairie de Bujumbura se distingue des autres zones quant à la source 'achat' avec 92,5%. Toutes les autres zones ont plus de la moitié des ménages pour cette source à l'exception de Buragane qui ne compte que 45%. Comme cela, elle vient en avant pour l'autoproduction avec 36,8%.

III.2.4. Score de diversité alimentaire

La diversité alimentaire est une mesure qualitative de consommation alimentaire qui reflète l'accès des ménages à une variété d'aliments. Il est également un proxy pour l'adéquation des nutriments du régime alimentaire des individus. Le score de diversité alimentaire des ménages (HDD) est censé donc refléter, dans une forme instantanée, la capacité économique d'un ménage d'accéder à une alimentation diversifiée.

Les résultats EFSA 2017 montrent que l'accès à une alimentation diversifiée et équilibrée reste limité. Seuls 4,3% des ménages ont un score de diversité alimentaire élevé (supérieur

à 6,5). D'autre part, 49,5% ont un score moyen (compris entre 4,5 et 6,5) alors que 46,2% sont de diversité pauvre (inférieur à 4). Cependant, des différences significatives existent entre zones de moyens d'existence.

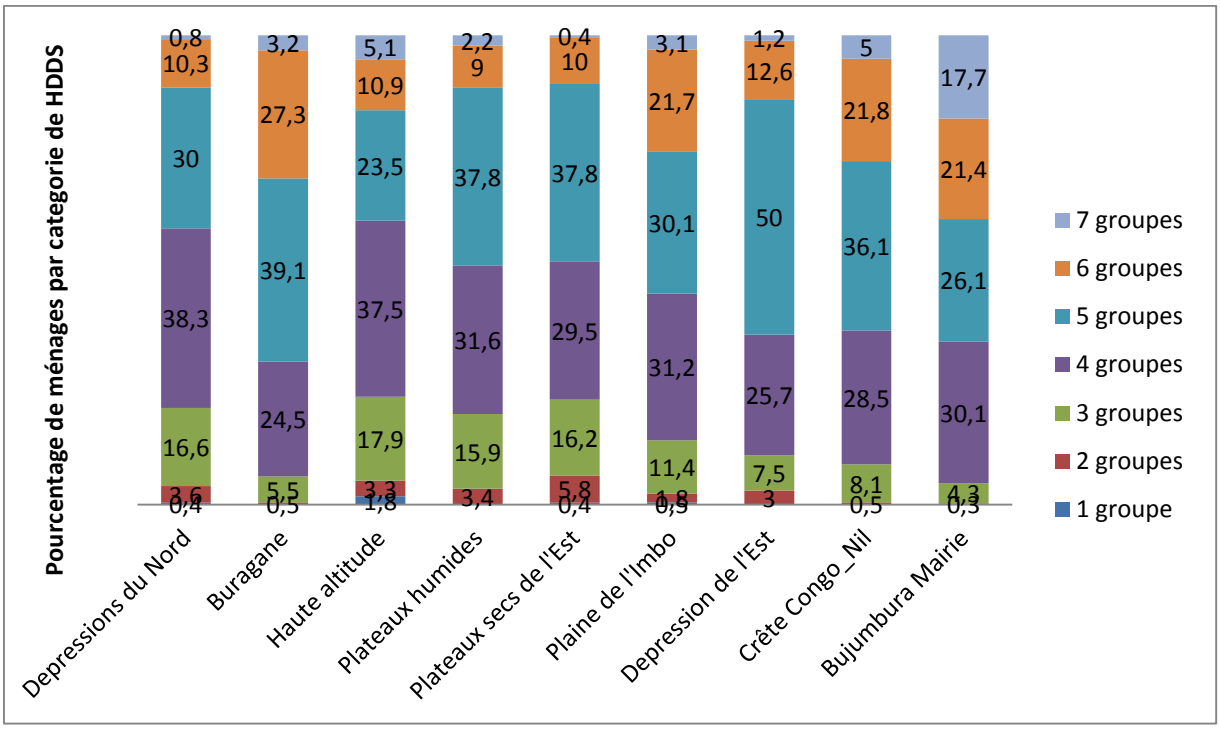


Figure 7: Indice de diversité alimentaire par zone de moyens d'existence

En analysant la figure 7, le constat est que les zones de moyens d'existence avec un score de diversité alimentaire élevé sont Buragane et Plaine de l'Imbo où on observe une prédominance de ménages qui consomment plus de cinq groupes d'aliments.

III.3. Part des dépenses alimentaires par zone de moyens d'existence

Les dépenses globales des ménages sont composées des dépenses alimentaires et non alimentaires. Toutefois, les ménages ont un niveau de dépense très faible et dépend de leur production en temps normal. En moyenne, un ménage dépense 180. 677 FBu dont 111.312 FBu alloués aux aliments par mois. Elles sont plus élevées à Bujumbura mairie (406.303 FBu), Bujumbura Rural (229.496 FBu), Rumonge (200.191 FBu). Elles sont plus basses pour les provinces de Ruyigi (56.267 FBu), Muyinga (94.838 FBu), Cankuzo (105.023 FBu).

Pour les proportions importantes de ménages, l'achat de nourriture représente une part importante du budget du ménage. Les résultats de l'EFSA 2017 donnent une moyenne de dépenses alimentaires de 67,62% avec des différences significatives entre zones de moyens d'existence (figure 8).

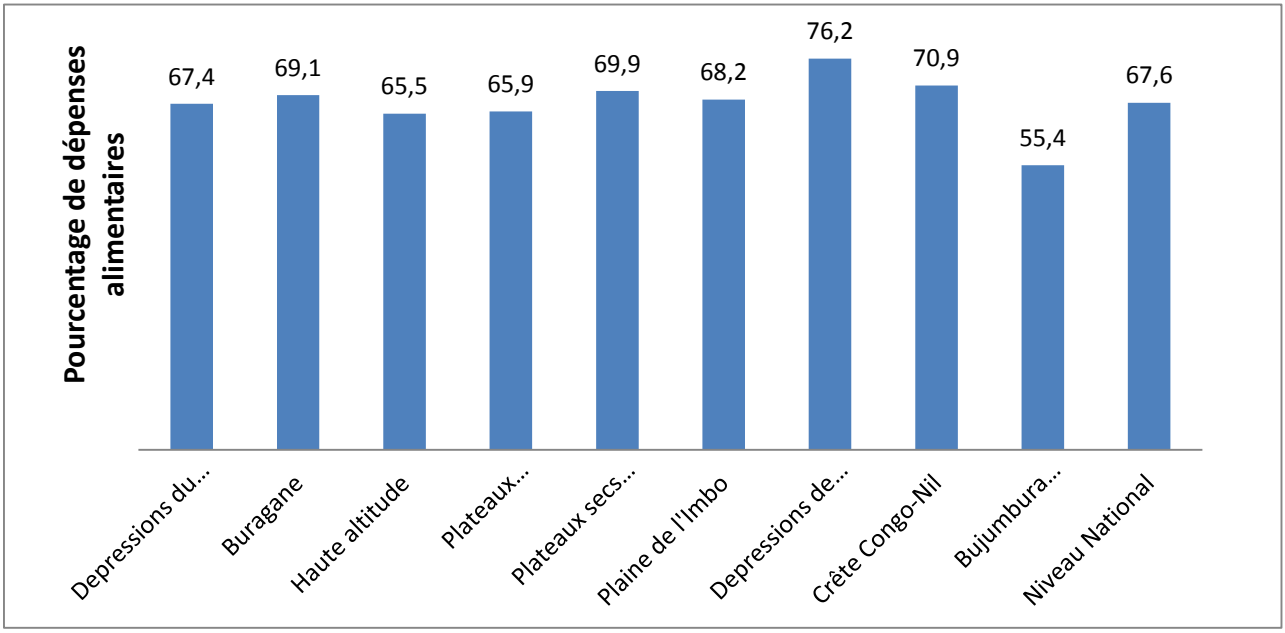


Figure 8: Part de dépenses alimentaires par zone de moyen d'existence

Suivant les zones de moyens d'existence, les Dépressions de l'Est (76,2%) et la crête Congo-Nil (70,9) ont la part de dépenses alimentaires très élevée avec des valeurs supérieures à 70%.

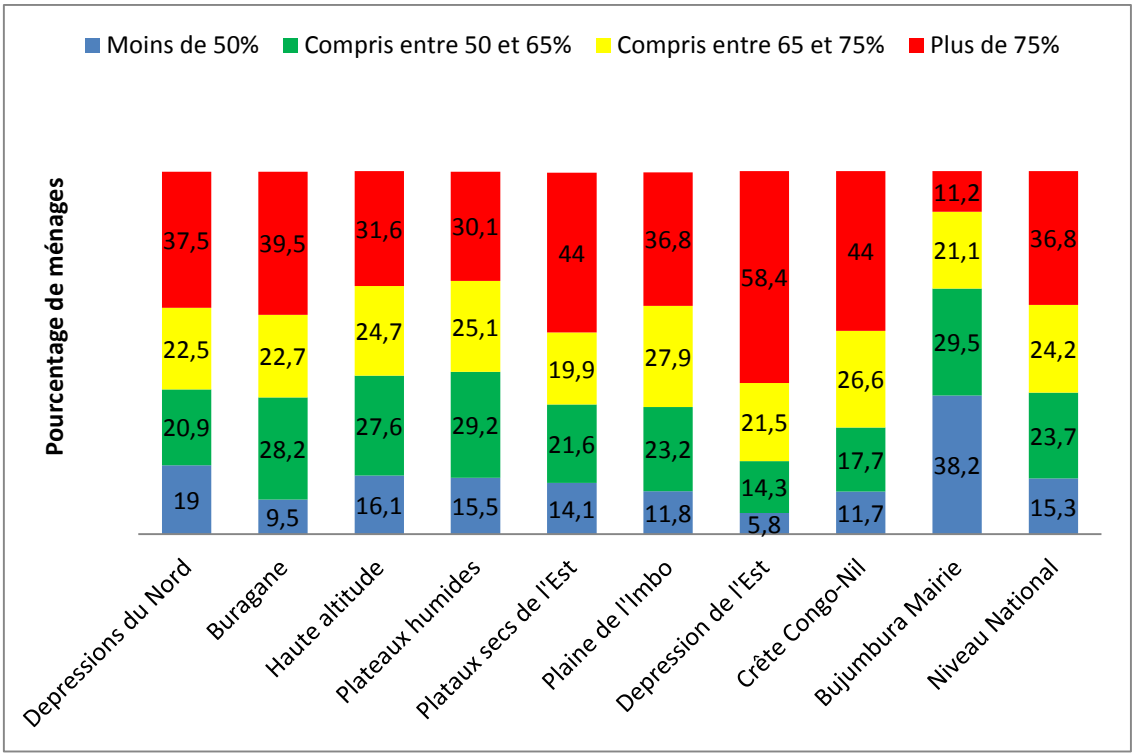


Figure 9: Catégorie de dépenses alimentaires par zones de moyen d'existence

Selon les zones de moyens d'existence, les Dépressions de l'Est, la crête Congo-Nil et les plateaux secs de l'Est renferment un nombre élevé de ménages qui dépensent à plus de 70% sur les aliments (58,4%, 44% et 44% respectivement).

III.4. Stratégies d'adaptation par zones de moyens d'existence

III.4.1. CSI-Réduit

L'indice de stratégies d'adaptation alimentaire (ISS ou 'reduced CSI') décrit les stratégies adoptées pour préserver une consommation acceptable des ménages. Tous les ménages ne recourent pas à ces stratégies de la même façon et au même moment, mais l'objectif toujours visé est de préserver les actifs du ménage qui sont nécessaires pour sa survie future. Plus le score est élevé plus le ménage a des difficultés d'alimentation.

Les ménages ont été interrogés sur les stratégies adoptées en réponse au manque de nourriture et la fréquence de recours à ces stratégies.

Les résultats EFSA 2017 montrent que 36,1% de ménages n'ont fait recours à aucune stratégie durant les 7 jours précédant l'enquête contre 63,9% qui ont déclaré avoir utilisé au moins une des stratégies concernées par cet indicateur. La moyenne générale donne un rCSI de 17,4 alors que la médiane est de 15.

Cet indicateur diffère significativement entre les zones de moyens d'existence (fig. 10).

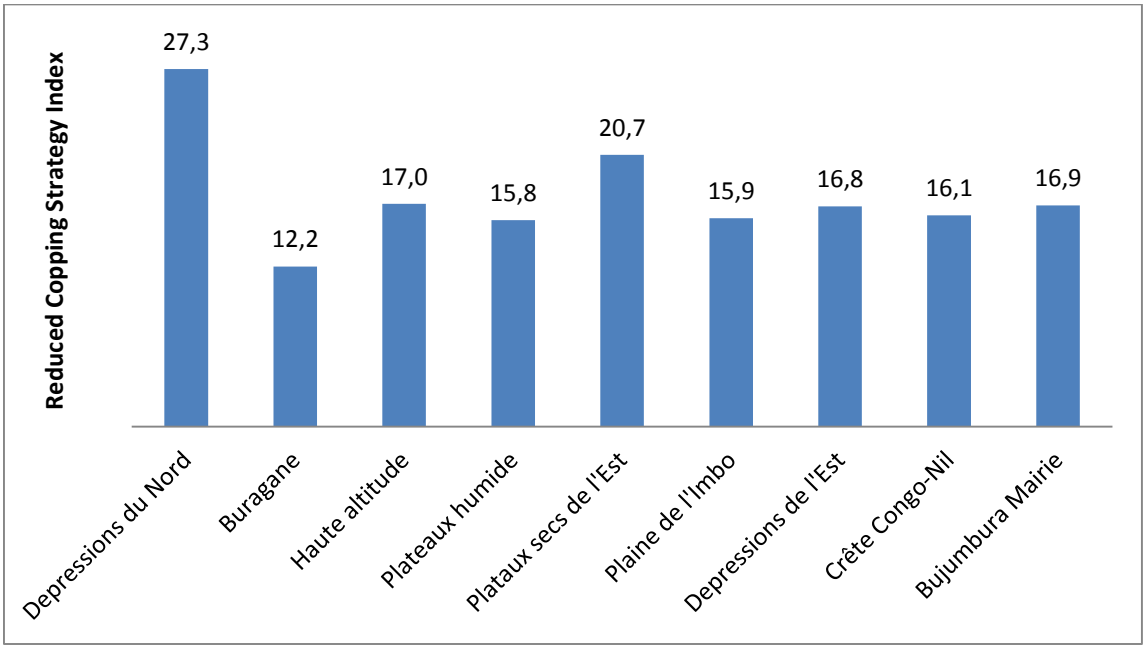


Figure 10:Indice de stratégie de survie par zone de moyens d'existence

Les Dépressions du nord (rCSI=27,3) suivies par les Plateaux secs de l'Est (rCSI=20,7) utilisent plus de stratégies d'adaptation à la consommation alimentaire avec un rCSI

supérieur à la moyenne nationale. S'agissant de types de stratégies utilisées pour s'adapter aux situations de déficit alimentaires la figure 10 montre une large diversité selon les zones de moyen d'existence.

III.4.2. Stratégies non alimentaires

En cas de crise prolongée, les ménages sont souvent poussés à adopter d'autres stratégies même dans la sphère non alimentaire appelées stratégies de survie basées sur les moyens d'existence. Les ménages sont alors classés suivant qu'ils ont utilisé des stratégies de stress uniquement, des stratégies de crise ou encore des stratégies d'urgence. En moyenne 37% des ménages n'ont fait recours à aucune stratégie, 16% ont utilisé des stratégies de stress, 34,9% des stratégies de crise tandis que les 12% restants ont fait recours aux stratégies d'urgence. Ces derniers impliquent la vente des animaux productifs, de la maison ou des parcelles. Ceci implique une érosion des moyens d'existence et une incapacité à investir dans les actifs productifs par ces ménages menant souvent à la migration de tous les membres du ménage au stade ultime.

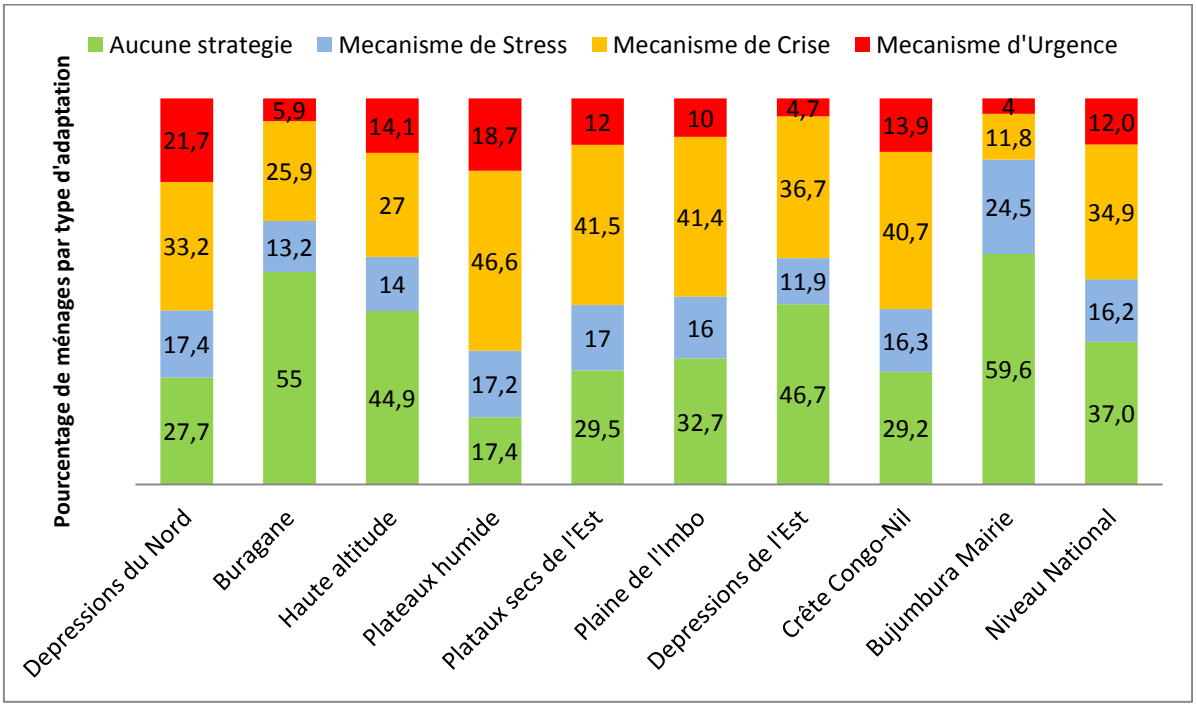


Figure 11: Stratégies de survie par zone de moyen d'existence

La figure 11, donne des détails sur les mécanismes adoptés et la proportion de ménages impliqués par zone de moyens d'existence. Les stratégies d'urgence ont été beaucoup utilisées par les ménages des dépressions du Nord (21,7%), les plateaux humides (18,7%), la zone de haute altitude (14,1%) ainsi que la crête Congo Nil (13,9%).

III.5. Malnutrition aiguë globale

Le nombre réduit de repas et le manque de nourriture adaptée aux préférences des enfants ont évidemment des implications sur l'état nutritionnel des enfants. Sur les 3045 enfants de 6 à 59 mois recensés dans les ménages de l'échantillon EFSA, 23 ont été dépistés avec une malnutrition aiguë sévère (MUAC inférieur à 115 mm) et 113 ont été dépistés avec une malnutrition aiguë modérée (MUAC comprise entre 115 et 125 mm).

Tableau 11: La malnutrition aiguë globale par zone de moyen d'existence

	MAS(%)	MAM (%)	MAG (%)	NORMAL (%)	OEDEMS (%)
Dépressions du Nord	2,7	8,6	11,3	88,6	0,0
Buragane	0,6	4,7	5,3	94,8	0,0
Haute altitude	0,9	3,7	4,6	95,4	0,0
Plateaux humide	0,8	4,4	5,2	94,8	0,2
Plateaux secs de l'Est	1,1	4,6	5,7	94,3	0,0
Plaine de l'Imbo	0,6	2,1	2,7	97,4	0,8
Dépressions de l'Est	0,3	3,4	3,7	96,4	0,0
Crête Congo-Nil	0,3	2,9	3,2	96,9	0,2
Bujumbura Mairie	0,5	1,9	2,4	97,6	0,0
Niveau National	**0,87**	**4,03**	**4,90**	**95,13**	**0,13**

Ainsi, la moyenne des cas de malnutrition aiguë globale des enfants de 6 à 59 mois est de 4,9% tandis que la malnutrition aiguë sévère atteint 0,87% des enfants de cette tranche d'âge. Au total 6 cas d'œdème bilatéraux ont été dépistés dont 4 dans la plaine de l'Imbo, 1 dans la crête Congo-Nil et 1 dans la zones des plateaux humides. Parmi les provinces plus touchées, les résultats de l'enquête montrent 21 cas sur 180 enfants de malnutrition à Kirundo dont 6 sévères, 20 cas sur 328 enfants de malnutrition à Rutana dont 1 sévères et 3 cas d'œdèmes bilatéraux à Rumonge. Signalons que ces chiffres sur la nutrition restent indicatifs suite à la faible représentativité de l'échantillon sur la nutrition des enfants au niveau national.

IV. Les facteurs contributifs de l'insécurité alimentaire

Plusieurs facteurs entrent en jeux pour déterminer la situation alimentaire des ménages.

IV.1. Source de revenus

Parmi les ménages enquêtés, 22,4% dépendent d'une seule source de revenu, 53,6% utilisent deux sources de revenus pour subvenir aux besoins des ménages alors que 24% font recours à trois sources et plus. Les enquêtés ont alors été questionnés sur leur principale activité. Les réponses fournies sont inventoriées dans le tableau 12. L'agriculture

reste le premier pourvoyeur du revenu nécessaire à la survie des ménages ruraux au Burundi (75% incluant l'agriculture vivrière 7 3,3%, de rente (1,5%) et l'élevage (0,4%))[8].

D'autres activités comme l'emploi rémunéré (6,4%) et le petit commerce (4,6%) contribuent à la survie des ménages surtout dans la mairie de Bujumbura (37,9% et 21,1% respectivement). La vente de main d'œuvre agricole quant à elle intervient dans 10,1% de ménages des milieux ruraux surtout (ex. Kirundo : 27,8%). Signalons que 7,3% de ménages ont déclaré avoir changé leurs activités principales durant les deux dernières années suite aux aléas climatiques ou maladies (3,3%), la perte d'opportunité ou pression fiscale (taxe et prélèvement) (1,3%) tandis que une petite portion 1,2% avaient trouvé d'autres créneaux.

[8] La mairie de Bujumbura n'est considérée dans ces calculs

Tableau 12: Principale activité faisant vivre les ménages

	Dépressions du Nord	Buragane	Haute altitude	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	Plaine de l'Imbo	Dépressions de l'Est	Crête Congo-Nil	Bujumbura Mairie	Niveau National
Agriculture vivrière	59,90%	85,00%	78,90%	74,60%	73,40%	57,90%	82,50%	74,20%	2,20%	66,70%
Agriculture de rente	0,00%	0,00%	3,30%	2,30%	0,40%	2,00%	0,20%	3,30%	0,30%	1,70%
Elevage inclus vente du bétail propre et produits d'élevage	0,80%	0,00%	0,50%	0,20%	0,40%	0,20%	0,00%	0,50%	0,00%	0,30%
Pêche/ vente de poisson	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	2,70%	0,00%	0,00%	0,00%	0,40%
Main d'œuvre agricole	27,80%	4,50%	6,10%	7,90%	13,30%	14,90%	12,90%	6,70%	0,90%	10,10%
Autre type de main d'œuvre	2,80%	0,50%	1,50%	2,10%	2,90%	3,10%	0,50%	1,00%	1,90%	1,80%
Travail temporaire	1,60%	0,90%	1,50%	1,90%	1,70%	1,80%	0,50%	2,60%	17,70%	3,10%
Emplois/travail rémunérés/ fonctionnaire	2,80%	3,20%	3,30%	3,80%	1,70%	4,20%	2,30%	3,60%	37,90%	6,40%
Pension	0,40%	0,50%	0,70%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,20%	0,30%
Vente de bois (bois de charbon)	0,00%	0,00%	0,80%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,10%
Vente des produits artisanaux	0,00%	0,50%	0,00%	0,20%	0,00%	0,40%	0,00%	0,70%	0,00%	0,20%
Petit commerce	1,20%	3,20%	1,50%	3,80%	2,90%	6,50%	0,70%	2,60%	21,10%	4,60%
Commerce/entreprise	0,00%	0,00%	0,30%	0,20%	0,00%	0,90%	0,00%	0,70%	3,40%	0,60%
Brasserie/vente d'alcool (vin de banane..)	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%	0,00%	0,90%	0,00%	0,20%	0,00%	0,20%
Location de terres/parcelle	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,40%	0,40%	0,00%	0,00%	3,10%	0,40%
Exploitation minière	0,40%	0,00%	1,00%	0,60%	0,00%	0,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,30%
Prêts	0,40%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Don/transfert d'argent ou nourriture	0,40%	1,80%	0,30%	0,40%	2,10%	2,40%	0,50%	2,20%	7,80%	1,80%
Vente d'assistance alimentaire	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres activités	1,60%	0,00%	0,30%	2,10%	0,80%	1,50%	0,00%	1,70%	2,50%	1,20%
Total	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**

IV.2. Contribution de l'agriculture au revenu

L'agriculture vivrière est mentionnée comme principale activité faisant vivre les ménages (66,7%)[9]. Elle contribue à hauteur de 71,5% de revenus familiaux. Par ordre d'importance l'agriculture domine les activités des ménages comme suit : Buragane (85%), haute altitude (78,9%), plateaux humides (74,6%), les Dépressions de l'est (74,2%), plateaux secs de l'est (73,4%), Dépressions du Nord (59,9%), Plaine de l'Imbo (57,9%), ainsi que la mairie de Bujumbura (2,2%).

La vente de main d'œuvre agricole contribue à hauteur de 74% du revenu dans les ménages impliqués (10%). Ainsi le moindre choc dans ce secteur a beaucoup de répercussions sur la vie des populations et leur bien-être. En témoigne d'une façon ou d'une autre à l'augmentation des proportions de ménages vivant de la main d'œuvre agricole (44,2%).

IV.2.1. Main d'œuvre agricole

En moyenne, deux personnes ont une activité productrice dans le ménage alors qu'une personne (1) avait effectué la vente de la main d'œuvre agricole durant le mois précédant l'enquête. La rémunération journalière moyenne est de 1 785 francs burundais et varie suivant les zones de moyen d'existence (tableau 13)

Tableau 13: Vente de la main d'œuvre et sa rémunération journalière

ZMEs	Nombre de ménages	Pourcentage de ménages	Salaire journalière
Dépressions du Nord	142	56	1 378
Buragane	94	43	1 964
Haute altitude	226	37	2 358
Plateaux humides	284	53	1 330
Plateaux secs de l'Est	133	55	1 488
Plaine de l'Imbo	241	44	2 412
Dépressions de l'Est	285	67	1 536
Crête Congo-Nil	163	39	1 740
Bujumbura Mairie	13	04	2 269
Moyenne	**1581**	44	**1 784**

[9] L'agriculture vivrière est citée comme principale activité par 66,7% de ménages si on considère les habitants de la ville de Bujumbura et 73,3% en considérant le milieu rural seulement.

La rémunération de la main d'œuvre est généralement basse comparée aux prix des denrées alimentaires. Suivant les zones de moyen d'existence, la rémunération de la main d'œuvre est plus élevée dans les zones de haute altitude et la plaine de l'Imbo.

IV.2.2. Perspectives agricoles -Taux de semis saison 2017B

Toute perturbation qui affecte le secteur agricole est susceptible de compromettre les conditions de vie des ménages. L'enquête EFSA 2017 indique que les changements climatiques ayant survenu pendant la première saison culturale a fortement affecté les activités agricoles des ménages pendant la saison culturale 2017A. Ceci a eu des implications sur le semis de la saison 2017B. Plus de 68% des ménages ont déclaré qu'ils n'ont pas pu semer dans les délais. Jusque mi-Mars, très peu de ménages avaient déjà complété leur semis de la saison B (figure 12).

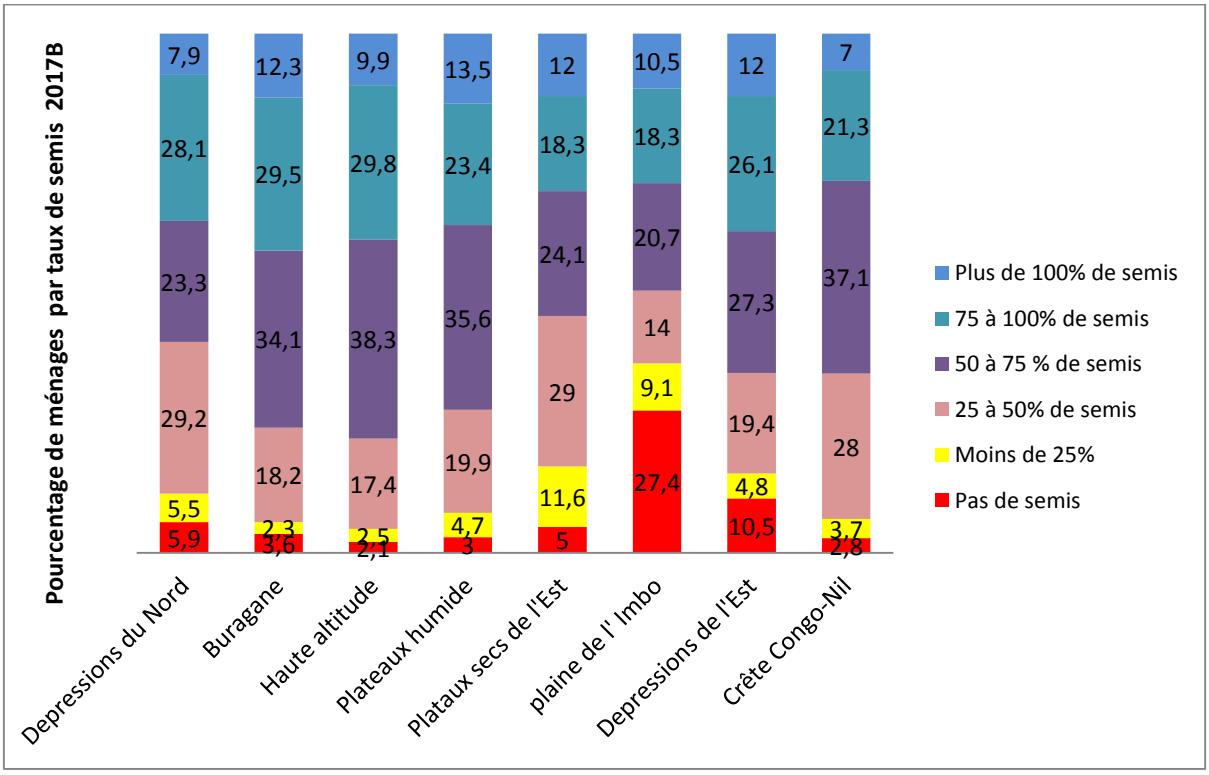


Figure 12: Proportions de ménages selon le taux de semis de la saison 2017B

Au milieu du mois de Mars, les taux de semis plus bas étaient encore observables surtout dans la plaine de l'Imbo avec 36,5% de ménages ayant un taux de semis inférieur à 25%, les plateaux secs de l'Est (16,6%) et les dépressions de l'Est avec 15,8%. Parmi les raisons souvent évoquées par les agriculteurs, nous citons surtout le manque ou insuffisance de semences (41,6%), l'incertitude liées aux changements climatiques (4,9%) ainsi que le manque d'engrais (3,8%).

IV.2.3. Durée de stocks

Au Burundi, les semences et les boutures utilisées par les agriculteurs sont pour la plupart des variétés locales obtenues du prélèvement sur la récolte de la saison précédente. Ce qui expliquerait le faible taux de semis de la saison 2017B observé dans la plupart des ménages enquêtés. En effet, suite au déficit hydrique, les récoltes de la saison 2017A ont été beaucoup réduites. L'évaluation des récoltes estime la production agricole 2017A à 60% du potentiel. Ce qui est confirmé par l'enquête EFSA qui indique une durée de stock de 6,15 semaines contre 11,05 semaines en 2016 pour la même période (figure 13).

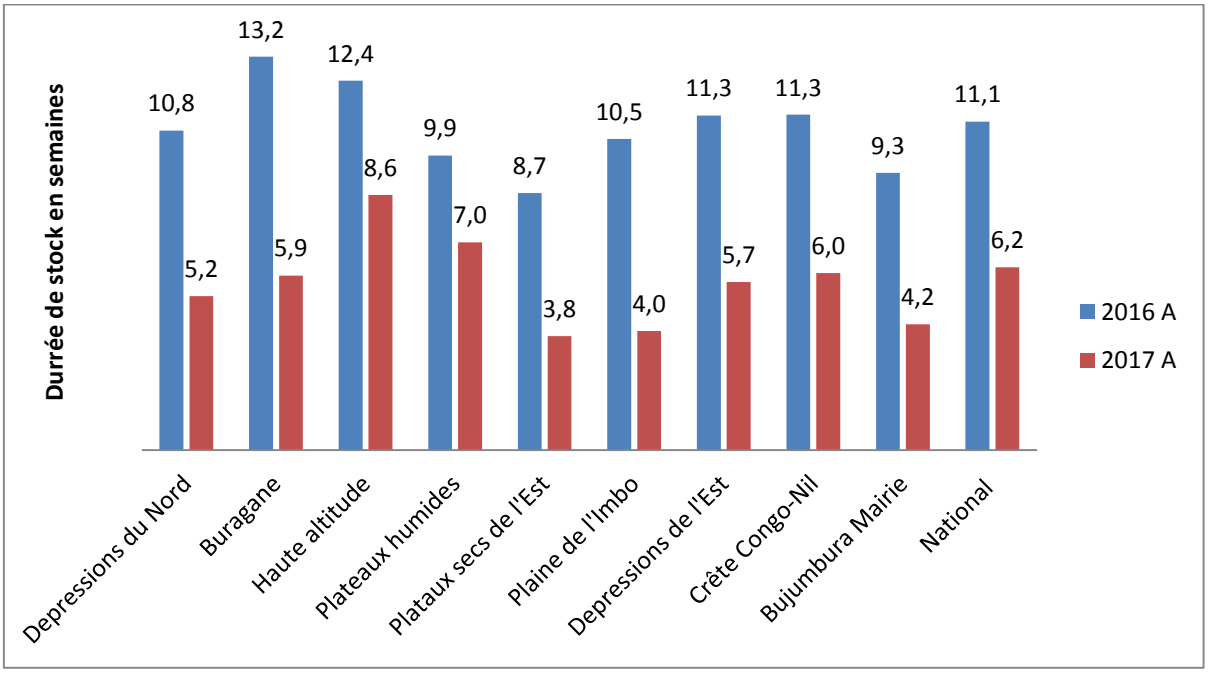


Figure 13: Durée de stocks (2016A&2017A) par zone de moyens d'existence

Par zone de moyen d'existence, les plateaux secs de l'Est viennent en tête avec seulement 3,8 semaines de stock, ils sont secondés par la plaine de l'Imbo avec un stock de 4 semaines et les dépressions du Nord avec 5,2 semaines de stock. Les zones ayant une durée acceptable de stock sont la Haute altitude (8,6 semaines) et les Plateaux humides (7 semaines).

Parmi les provinces avec un niveau de stock trop limité (en semaines) figure la province de Cibitoke (1,6) surtout dans les communes de Rugombo (0,29) et Buganda (2,04), province de Bubanza (3,7) surtout dans les communes de Mpanda (1,79) et Gihanga (2,25). Il en est de même que les provinces de Cankuzo (3,8), Muyinga (4,5) et Ruyigi (4,4).

Tableau 14: Possession d'un jardin potager

Ménages avec accès à un jardin potager au moment de l'enquête										
	Dépressions du Nord	Buragane	Haute altitude	Plateaux humides	Plataux secs de l'Est	Imbo	Dépressions de l'Est	Crête Congo-Nil	Bujumbura Mairie	National
non	73%	71%	83%	84%	86%	81%	83%	85%	97%	83%
oui	27%	29%	17%	16%	14%	19%	17%	15%	3%	17%

Les enquêtés étaient aussi demandés s'ils possèdent ou non un jardin potager dans leur exploitations. Celui-ci peut contribuer à améliorer la disponibilité alimentaire dans le foyer. Cependant, seul 16,9% ont un jardin potager dans leurs exploitations.

IV.2.4. Les contraintes de l'agriculture

L'enquête EFSA a tenu aussi à inventorier les facteurs limitant la production agricole auxquels font face les ménages actuellement. Les résultats de l'enquête montrent que 84,3% des ménages ont des contraintes pour réaliser leurs activités agricoles. Les principales contraintes citées par les agriculteurs sont dans l'ordre d'importance ; les maladies des plantes et insectes nuisibles (14,9% des ménages), pénurie saisonnière d'eau (14,6%) le manque de terre cultivable (14,2%) ainsi que le manque d'accès au crédit (10,6%).

Les maladies et ravageurs des plantes ont beaucoup affecté la zone de la Crête Congo-Nil (28,2%), la plaine de l'Imbo (25,2%) ainsi que les régions de Buragane et haute altitude (20%). En effet lors des discussions de groupes, les maladies de plantes comme le flétrissement bactérien pour le bananier (BXW), une nouvelle maladie de la patate douce qui se caractérise par un jaunissement des feuilles et ralentissant la tubérisation, la pyriculariose du riz et les foreurs du maïs ont été beaucoup mentionnées.

En outre, presque toutes les zones agro-écologiques ont été affectées par la pénurie d'eau ou déficit hydrique sauf la zone de haute altitude où seulement 2,3% déclarent avoir eu des problèmes de pénurie d'eau. Parmi les zones de moyen d'existence les plus touchées par ce fléau, nous citons les Dépressions du Nord (63,9%), les Plateaux secs de l'Est (37,8%) et Dépressions de l'Est (27,8%) ainsi que le Buragane (10,9%).

L'accès limité aux terres cultivables est beaucoup observé dans les zones de la plaine de l'Imbo (28,3%), la crête Congo-Nil (17,7%) et les plateaux humides (14,5%). L'accès au crédit est quant à lui un problème généralement reconnu en agriculture Burundaise mais souvent évoqué par les agriculteurs progressistes. Il a été beaucoup signalé par les agriculteurs des plateaux humides (tableau 15).

Tableau 15: Principale contrainte en Agriculture pour la saison 2017B

Contraintes de l'agriculture	*Dépressions du Nord*	*Buragane*	*Haute altitude*	*Plateaux humides*	*Plateaux secs de l'Est*	*Plaine de l'Imbo*	*Dépressions de l'Est*	*Crête Congo-Nil*	*Bujumbura Mairie*	*National*
Pas de contraintes	0%	4%	10%	7%	5%	3%	15%	2%	3%	6%
Expulsion	0%	4%	0%	0%	0%	1%	1%	1%	0%	1%
Rareté anormal d'eau	4%	1%	1%	4%	6%	0%	2%	1%	0%	2%
Faible fertilité des sols	2%	8%	7%	3%	5%	7%	4%	13%	1%	6%
Faible superficie agricole	2%	3%	3%	5%	1%	3%	2%	2%	0%	2%
Insécurité et vols	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Inondations/pluies diluviennes	0%	2%	12%	9%	4%	2%	1%	4%	0%	5%
Non applicable	2%	2%	2%	2%	5%	9%	2%	3%	74%	10%
Autre	0%	4%	2%	2%	5%	1%	4%	1%	0%	2%
Manque d'accès aux terres cultivables	10%	10%	11%	15%	3%	28%	5%	18%	18%	14%
Manque d'accès au crédit	6%	11%	13%	23%	8%	6%	6%	14%	1%	11%
Maladies des plantes et insectes nuisibles	3%	20%	20%	7%	4%	25%	12%	28%	1%	15%
Faibles disponibilité des intrants agricoles	2%	9%	6%	6%	4%	3%	7%	5%	0%	5%
Prix des intrants agricoles élevés	2%	9%	8%	9%	10%	3%	9%	2%	1%	6%
Manque de force de travail	2%	2%	2%	0%	1%	1%	2%	2%	0%	1%
Faible accès assistance technique	0%	1%	2%	0%	1%	0%	1%	0%	0%	1%
Pénurie saisonnière d'eau/déficit hydrique	64%	11%	2%	8%	38%	9%	28%	5%	0%	15%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

IV.2.5. Les contraintes de l'élevage

L'élevage est une activité qui contribue énormément à la sécurité alimentaire des ménages soit directement en fournissant des protéines nécessaires au régime alimentaire des ménages ou indirectement par le revenu ou la fumure organique. Il est pratiqué dans 39% des ménages du pays et surtout dans la zone de haute altitude (62,7%) suivie par les plateaux humides (49%). Les taux bas de pratique d'élevage sont rencontrés dans la mairie de Bujumbura (2%) et la plaine de l'Imbo (21,4%).

Beaucoup de ménages qui pratiquent l'élevage, disent qu'ils ont des problèmes dans la réalisation de leurs activités. Parmi les principales contraintes évoquées par les agriculteurs, le manque d'aliments de bétail qui préoccupe 23,8% des ménages et jusqu'à 4 sur 10 des ménages-éleveurs. Ce problème et beaucoup observé dans tout le pays avec 41,5% des ménages pour les plateaux humides, 26,2% dans la zone de haute altitude, 22,6% dans les Dépressions du Nord, 21,8% pour le Buragane, 21,6% les plateaux secs de l'Est (21,5%) et la crête Congo-Nil.

Le problème de maladies des tiques a été mentionné par 13,7% des enquêtés. Il est beaucoup dominant dans la crête Congo-Nil (23%), la Haute altitude (19,1%) et les Dépressions de l'est (18%).

Tableau 16: Principales contraintes pour l'élevage

Contraintes pour l'élevage	Dépressions du Nord	Buragane	Haute altitude	Plateaux humides	Plateaux secs de l'Est	Plaine Imbo	Depressions de l'Est	Crête Congo-Nil	Bujumbura Mairie	National
Pas d'autres contraintes	9%	12%	16%	11%	9%	10%	4%	8%	1%	10%
Vol d'animaux	2%	1%	2%	1%	0%	2%	2%	1%	0%	1%
Non applicable	53%	29%	25%	34%	51%	43%	44%	30%	81%	41%
Maladie des tiques	6%	17%	19%	7%	10%	16%	18%	23%	1%	14%
Manque de nourritures	23%	22%	26%	42%	22%	18%	17%	22%	16%	24%
Manque d'eau	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Manque d'appui technique vétérinaire	2%	4%	5%	1%	3%	1%	6%	5%	0%	3%
Manque d'accès au marché d'élevage	3%	5%	1%	1%	0%	3%	1%	2%	0%	2%
Travail non rentable	2%	1%	2%	1%	2%	1%	1%	1%	1%	1%
Autre	1%	9%	4%	3%	3%	6%	7%	8%	0%	5%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

IV.3. Chocs

Les chocs qui ont les plus gravement affecté les ménages depuis Août 2016 jusqu'au jour de l'enquête sont présentés dans la figure 14.

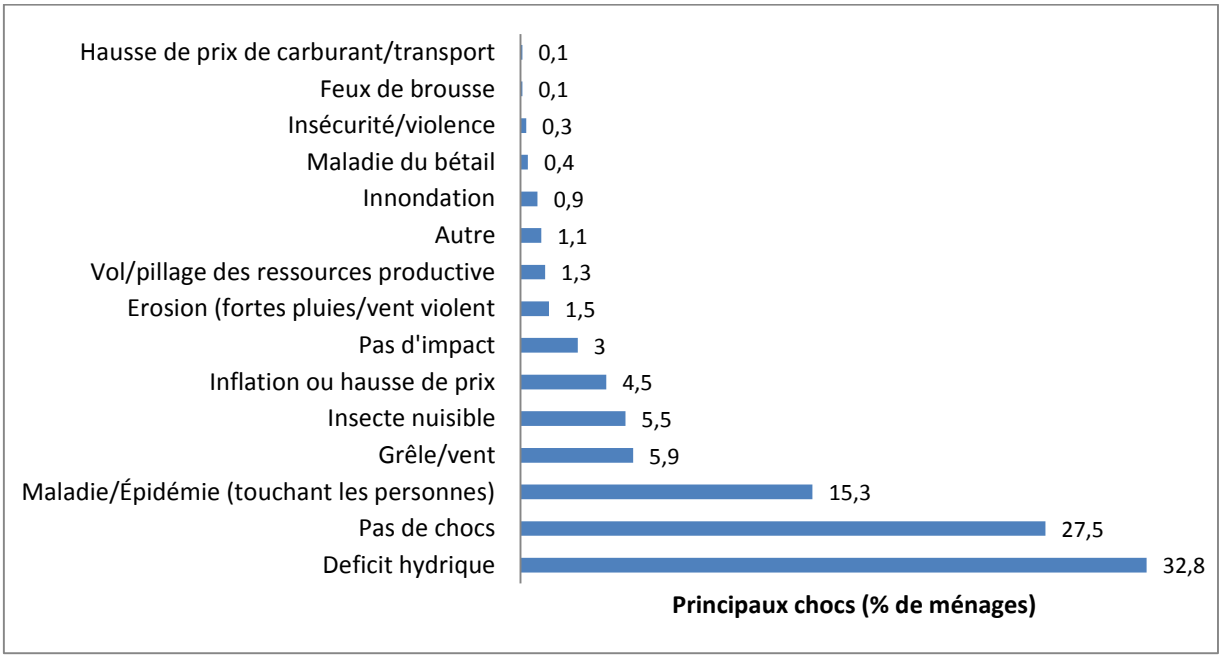


Figure 14: Principaux chocs

Environ 72,5 % de ménages enquêtés ont affirmé avoir subi au moins un choc depuis Août 2016. Parmi les chocs ayant le plus affecté les ménages figurent le déficit hydrique qui a frappé 32,8% des ménages surtout dans les provinces de l'Est du pays (Ruyigi :49,3%, Cankuzo :86,9%, Muyinga :56,9%), du Nord (Kirundo : 44,6%, Ngozi : 34,5% et Kayanza :53,5%) de l'Ouest (Bubanza : 28,3%, Cibitoke :22,9%) et sud du pays surtout Makamba avec 50% de ménages qui ont été affectés par le manque de pluies.

Les maladies et épidémies touchant les personnes viennent en deuxième position avec un pourcentage relativement élevé de ménages concernés (15,3%). En effet, selon le rapport du ministère de la santé publique et la lutte contre le SIDA, cette période a été caractérisée par de forts taux de malaria surtout en milieu rural.

La grêle et les vents violents, les insectes nuisibles aux plantes ainsi que l'inflation ou hausse des prix ont aussi été mentionnés par 5,9%, 5,5% et 4,5% des ménages respectivement.

IV.4. Impact de l'insécurité physique

En moyenne 29,1% des ménages enquêtés ont été affectés par l'insécurité physique liée aux problèmes socio-politiques qui ont endeuillé le pays depuis Avril 2015. Parmi les

ménages concernés, 20,2% ont mentionné l'augmentation des prix de denrées de première nécessité. L'augmentation des prix est un réel problème qui a été mentionné aussi par les administratifs de beaucoup de provinces contactés au cours de l'enquête EFSA (section 4.8.2). Cette préoccupation a même poussé le gouvernement à la révision de la loi portant sur la TVA par une détaxation de certaines denrées alimentaires de première nécessité pour une période de trois mois. Cette révision de la loi a été récemment analysée et adoptée par l'assemblée nationale[10].

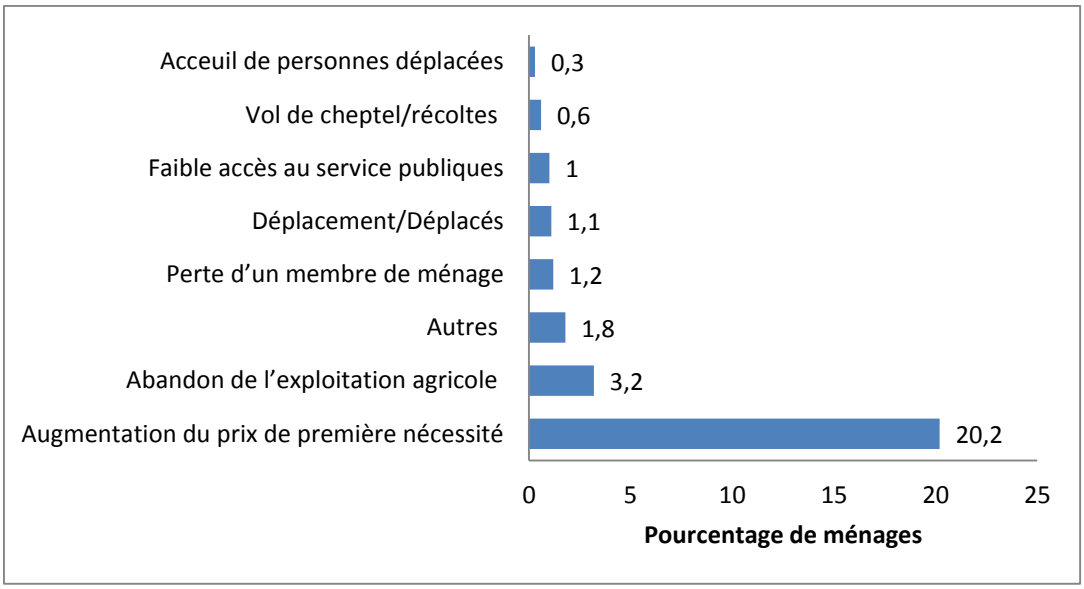


Figure 15: Impact de l'insécurité sur bien être des ménages

D'autres encore ont évoqué l'abandon de l'exploitation agricole (3,2%), la perte de membre de ménage (1,2%), les déplacements (1,1%) ainsi que d'autres effets dont surtout la peur et la perte d'activité génératrice de revenu dans les villes et centres urbains du pays. Signalons ici que la plupart des vendeurs ambulants ont été sommés d'abandonner leur travail et rapatriés des villes au cours de ces derniers temps.

Signalons que le commerce transfrontalier a été lourdement affecté par l'instabilité socio-politique. Les informateurs clés ont mentionné une nette diminution des mouvements des produits à la frontière surtout dans les provinces du Nord du pays. Ce problème est aussi évoqué à l'Est du Burundi.

IV.5. Eau et assainissement

IV.5.1. Approvisionnement en eau potable

L'eau joue un rôle critique pour assurer une nutrition adéquate. L'eau affecte directement la nutrition et la santé à travers l'hygiène. En cas de pénurie d'eau en quantité et qualité,

[10] RTB, le journal du 14/04/2017

les maladies dites des mains salles (diarrhée, infections,…) prolifèrent et affectent la nutrition des populations.

Au cours de l'enquête EFSA, la majorité des ménages (46%) ont indiqué qu'ils utilisent des réseaux d'adduction (borne fontaine ou branchement privé). D'autre encore utilisent de l'eau issue des forages ou puits protégés (43%). D'autre part 6,6% s'approvisionnent en eau des sources non protégées alors que 4% utilisent de l'eau de rivières ou des lacs.

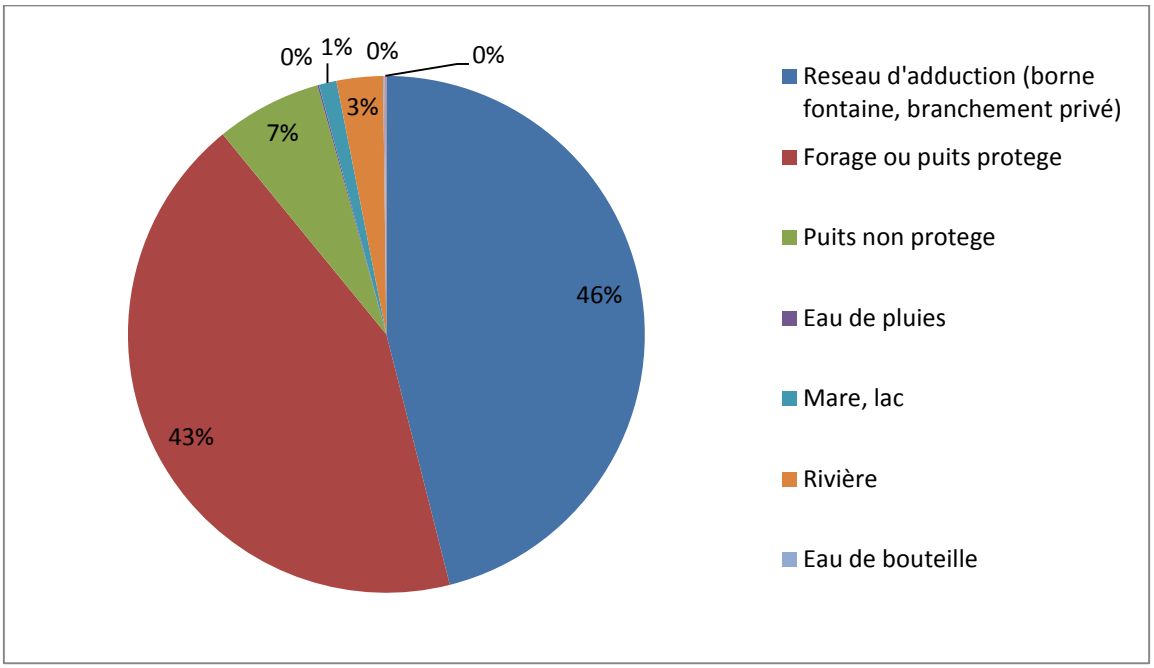


Figure 16: Source d'approvisionnement en eau des ménages

En moyenne 9,7% des ménages enquêtés ont connu des incidents liés à la collecte d'eau potable. Les principaux problèmes sont la destruction des points d'eau (6,6%), des agressions physiques (1,6%), des menaces verbales (1,2%), des vols (0,2%). La destruction des points d'eau est beaucoup observée dans Buragane (15%), les dépressions de l'Est (12,4%), les plateaux humides (9,8%) et les dépressions du Nord (7,9%).

IV.5.2. Utilisation des latrines

En moyenne 12,2% des ménages utilisent des latrines améliorées : toilette avec eau (chasse), latrine amélioré (fermée, dalle en béton, couvercle), surtout dans la Mairie de Bujumbura (58,4%). La plupart des ménages enquêtés utilisent des latrines simples à fosse (57,2%), des latrines à trou traditionnelle (29,7%). Ces derniers (ménages) habitent des zones rurales avec absence des réseaux d'adduction d'eau.

Tableau 17: Type de latrine utilisées par zone de moyen d'existence

	Toilette avec eau	Latrine améliorées	Latrine simple à fosse	Trou traditionnel	Buisson/ nature	Autre
Dépressions du Nord	0,00%	10,30%	70,20%	19,00%	0,40%	0,00%
Buragane	1,80%	17,30%	60,50%	20,50%	0,00%	0,00%
Haute altitude	0,30%	4,30%	48,80%	46,20%	0,30%	0,00%
Plateaux humides	0,60%	2,30%	65,60%	31,20%	0,40%	0,00%
Plateaux secs de l'Est	0,00%	6,60%	48,10%	44,80%	0,40%	0,00%
Plaine de l'Imbo	0,70%	12,90%	69,00%	15,40%	1,50%	0,40%
Dépressions de l'Est	0,00%	2,10%	36,20%	58,20%	3,50%	0,00%
Crête Congo-Nil	0,50%	7,90%	72,70%	18,50%	0,50%	0,00%
Bujumbura Mairie	31,70%	26,70%	41,00%	0,60%	0,00%	0,00%
Niveau National	**3,30%**	**8,90%**	**57,20%**	**29,70%**	**0,90%**	**0,10%**

Les buissons et/ ou la nature ne sont pas beaucoup utilisées. Ils se rencontrent surtout dans les dépressions de l'Est (3,5%). Par contre environ 3 ménages sur 10 utilisent des toilettes non adéquats c-à-d trous traditionnels non couverts.

IV.6. Santé et accès aux soins de santé

Les principaux problèmes de santé que les ménages ont rencontrés au cours des 2 semaines précédant l'enquête sont donnés dans le tableau 18. En effet, 32,6% ont déclaré n'avoir rencontré aucun problème au cours de la période.

Tableau 18: Principaux problèmes de santé

	Diarrhée	Malaria	Infection respiratoire aiguë	Rougeole	Autres
Dépressions du Nord	8,30%	65,10%	6,30%	0,40%	14,70%
Buragane	17,30%	59,50%	1,40%	0,50%	8,60%
Haute altitude	10,20%	39,10%	10,70%	0,20%	11,50%
Plateaux humides	13,00%	63,50%	0,90%	0,20%	6,00%
Plateaux secs de l'Est	16,60%	71,80%	1,70%	0,00%	17,00%
Plaine de l'Imbo	16,00%	55,90%	4,40%	0,50%	12,70%
Dépressions de l'Est	25,90%	70,80%	2,10%	0,00%	6,50%
Crête Congo-Nil	17,00%	47,00%	5,00%	0,30%	10,60%
Bujumbura Mairie	10,20%	17,10%	14,30%	0,00%	11,50%
Niveau National	**14,94%**	**54,42%**	**5,20%**	**0,20%**	**11,01%**

Les résultats du tableau 18 montrent que la malaria constitue le problème ayant le plus affecté les ménages sur tout le territoire national. L'enquête confirme les rapports récents du Ministère de la santé public et lutte contre le sida[11]. Plus d'un ménage sur deux (54,4%) affirme qu'un de ses membres a été victime de la malaria pendant cette période. Les zones les plus touchées sont les plateaux secs de l'Est (71,80%), les dépressions de l'Est (70,8%), les dépressions du Nord (65,1%) et les plateaux humides (63,5%). D'autres problèmes de santé étaient liés surtout à la diarrhée (15%), infection respiratoire aiguë (5,20%).

Concernant l'accès aux soins de santé des enfants de moins de cinq ans, 75% des ménages ont affirmé que leurs enfants sont en ordre pour la vaccination exigée (tableau 19).

Tableau 19: Accès aux vaccins exigés/obligatoire

	BCG (Anti Tuberculeux	**DTC (Diphtérie Tétanos Coqueluche)**	**Anti Rougeoleux**
Dépressions du Nord	64,2%	64,2%	74,2%
Buragane	41,4%	53,4%	60,3%
Haute altitude	64,4%	68,6%	70,5%
Plateaux humides	38,8%	41,1%	43,0%
Plateaux secs de l'Est	37,0%	40,0%	54,1%
Plaine de l'Imbo	40,1%	45,3%	46,1%
Dépressions de l'Est	65,8%	74,2%	64,2%
Crête Congo-Nil	46,5%	45,8%	48,3%
Bujumbura Mairie	27,1%	28,4%	60,6%
Niveau National	**48,6%**	**52,5%**	**56,3%**

En outre, au cours des 6 derniers mois, 60,6% des parents des enfants, ayant l'âge compris entre 6 et 59 mois, ont affirmé que leurs enfants ont toujours dormis dans des moustiquaires ; 5,3% l'ont fait parfois alors que 34,1% ne l'ont pas fait pour des raisons diverses. Près d'un enfant sur deux (47%) ont eu des problèmes de la diarrhée et 30,3% ont utilisé un liquide préparé à base d'un sachet SRO, 4,4% ont utilisé de l'eau salé sucrée et 3,9% d'autres boissons tandis que 7,7% n'ont rien donné comme traitement à leurs enfants.

[11]**RFI : L'épidémie de malaria déclarée par la Ministre de la santé publique le 13 Mars 2017 (http://www.rfi.fr/afrique/20170314-epidemie-malaria-est-declaree-burundi-paludisme-oms)**

IV.7. Approvisionnement en combustibles et types de foyers

IV.7.1. Approvisionnement en combustibles

Deux sources de combustibles couramment utilisées sont le bois (78,7%) et le charbon de bois (19,3%). L'utilisation de brindilles, déchets et bouse comme source d'énergie intervient dans 1,8% des ménages. Quant à l'électricité et les briquettes, leur usage est dérisoire.

Les principaux problèmes cités par les ménages enquêtés à propos de l'accès aux combustibles sont les menaces verbales (5,6%) liées à l'interdiction et risque d'amende, les agressions physiques (2,7%), la pénurie du bois (4,3%) ou l'éloignement des boisements (1,3%) ainsi que le prix élevé du bois ou charbon de bois (1,5%).

Presque la moitié des ménages enquêtés (44,6%) utilisent du bois de chauffage provenant du ramassage ou collecte dans la nature alors que 18,4% font recours à leur propre boisement. D'autre part, 20,4% achètent du bois de chauffage au marché tandis que 8,6% utilisent du bois des boisements publics. A peu près 30% de ménages mettent moins de 30 minutes pour la collecte du bois de chauffage, 29% dépensent entre 30 à 60 minutes pour pouvoir s'approvisionner en combustibles tandis que 29,5% passent plus d'une heure de temps.

La collecte du combustible est souvent confié à la mère (28,7%) aux enfants (15,3%) ou encore les deux à la fois (28,2%). Le père de famille n'intervient qu'à 2,1% des cas et parfois tous les membres du ménage (2,4%). Les domestiques interviennent à 2,5% surtout dans la mairie de Bujumbura.

IV.7.2. Types de foyers et temps de cuisson

S'agissant du type de foyer utilisé pour la cuisson, 77,3% des ménages ont cité des foyers traditionnels avec trois pierres, 15,7% de ménages ont indiqué qu'ils utilisent des réchauds (imbabura). Quant à la localisation du foyer, 34,2% des ménages ont leur cuisine (foyer) dans leurs habitations, 51,2% préparent de la nourriture dans une maisonnette à part alors que 7,2% le font à l'air libre. Signalons que seulement 24,5% des ménages étaient au courant des foyers améliorés (surtout à Buragane : 40% dans les plateaux secs de l'Est : 38,2%) et 17% connaissaient un marché où ils peuvent s'en procurer (dans leur colline, commune ou ailleurs).

Le temps de cuisson du repas est variable. 39% ont déclaré qu'ils utilisent 2 à 3 heures, 35% font la cuisson en 1à 2 heures. Tandis que 15% en 4 à 5 heures. (1,1% plus d'une heure, 2,5% moins d'une heure).

Pour la principale source d'éclairage, la plupart des ménages utilisent une lampe torche (40,8%). A peu près 11% des ménages utilisent le feu du foyer, 9,7% l'électricité, 6,5% la lampe à batterie, 5,4% utilisent les lampes solaires. La bougie est utilisée dans 4,9% des ménages alors que la lampe à pétrole reste utilisée dans 4,1%.

IV.8. Accès au marché et disponibilité alimentaire

L'accès au marché constitue un facteur majeur de sécurité alimentaire dans les ménages. Ainsi les ménages enquêtés ont été interrogés sur leur appréciation concernant l'accès au marché. En moyenne, 63% des ménages ont déclarés qu'ils n'avaient pas connu de problèmes d'accéder au marché. Le problème principal est l'éloignement des centres de négoces (32%) surtout pour les ménages des milieux ruraux.

Tableau 20: Principal problème d'accès aux marchés

	Aucun problème	**Eloignement**	**Vols**	**Insécurité**	**Coût de transport**	**Autres**
Dépressions du Nord	57,9%	32,9%	0,4%	0,0%	0,8%	7,9%
Buragane	55,9%	40,5%	0,0%	0,0%	2,3%	1,4%
Haute altitude	52,6%	43,9%	0,3%	0,0%	1,3%	1,8%
Plateaux humides	61,5%	31,6%	0,2%	0,0%	1,7%	5,1%
Plateaux secs de l'Est	67,6%	27,0%	0,4%	0,0%	0,8%	4,1%
Plaine de l'Imbo	70,2%	28,3%	0,0%	0,0%	0,5%	0,9%
Dépressions de l'Est	72,0%	24,3%	0,0%	0,2%	0,0%	3,5%
Crête Congo-Nil	56,0%	42,3%	0,2%	0,0%	0,2%	1,2%
Bujumbura Mairie	75,2%	10,9%	0,0%	0,0%	2,5%	11,5%
Niveau national	**63,0%**	**32,0%**	**0,2%**	**0,0%**	**1,1%**	**3,7%**

L'accès au marché est surtout facile dans Bujumbura mairie (75,2%), les dépressions de l'Est (72%) et la plaine de l'Imbo (70,2%). L'éloignement des marchés est beaucoup cités dans la haute altitude (43,9%), la crête Congo-Nil (42,3%) et le Buragane (40,5%).

Le temps de marche pour arriver au marché est représenté dans la figure suivante (fig. 17). Alors que 37% des ménages peuvent accéder au marché en moins de 30 minutes de marche, 31% mettent entre 30 minutes à une heure pour accéder au marché. D'autres encore, 32% doivent faire plus d'une heure pour accéder au marché dont 22% utilisant une à deux heures, 10% restant utilisant plus de deux heures.

Signalons que les discussions de groupes avec des administratifs locaux et quelques habitants ont beaucoup évoqué la perturbation des marchés qui a caractérisé beaucoup de localités du pays ces dernières années.

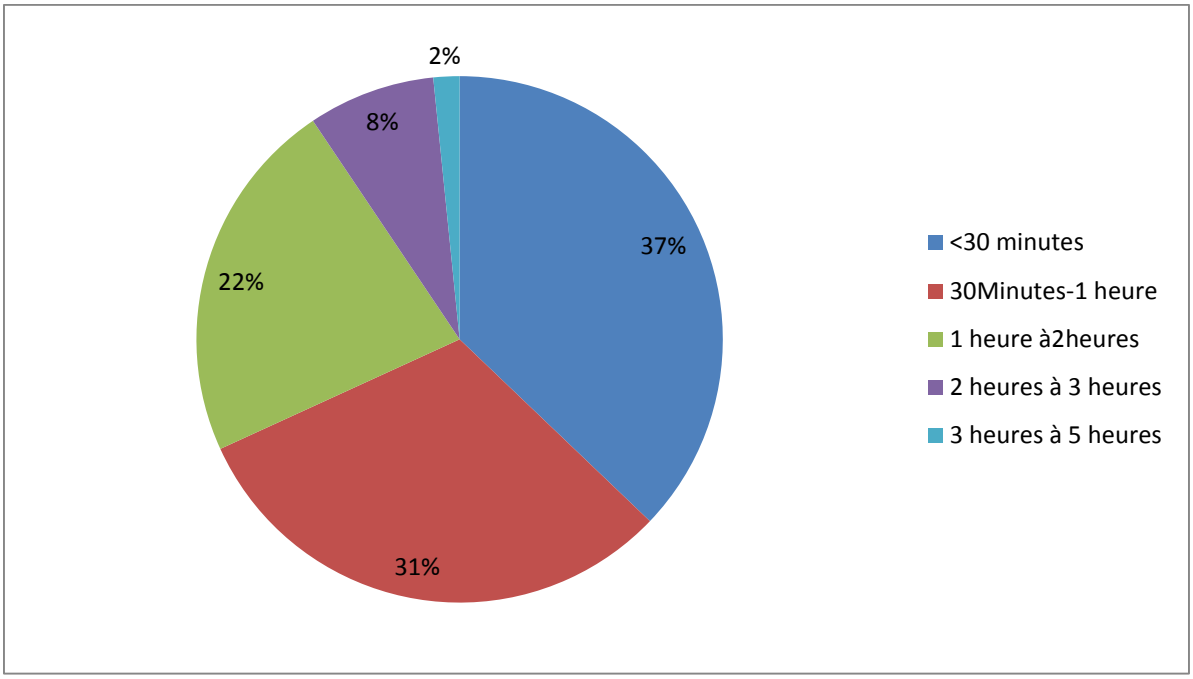


Figure 17: Temps de marche pour arriver au marché le plus proche

Notons enfin pour terminer que seulement 2,3% de ménages (83 ménages) ont affirmé avoir échangé des biens (troc) pour une valeur moyenne de 9 556 Franc au cours de 30 jours précédents l'enquête.

IV.8.1. Disponibilité des denrées sur le marché

S'agissant de la disponibilité en denrées de base sur les marchés, plus de 81% de ménage enquêtés ont affirmé que les céréales étaient toujours disponibles sur le marché contre 15,2% qui disent qu'ils sont disponibles périodiquement (tableau 21). Les taux élevés de disponibilité en céréales sont cités dans la mairie de Bujumbura (97,5%), le Buragane (95,5%), les dépressions de l'Est (91,4%) et la zone de haute altitude (87,7%). Les zones de faible disponibilité de céréales sur le marché sont les Dépressions du Nord (59,9%) et la crête Congo-Nil (68,5%).

Tableau 21: Disponibilité des denrées de base sur le marché

	Céréales (maïs, blé,..)	**Tubercules (manioc, patate,..)**	**Légumineuses (haricot, pois)**	**Légumes frais (lengalenga,..)**	**Lait_œuf**
Toujours disponible	81,90%	78,40%	86,20%	84,90%	60,60%
Parfois disponible	15,20%	18,30%	13,10%	13,50%	22,40%
Non disponible	2,40%	2,70%	0,30%	1,00%	10,50%
Ne sait pas	0,40%	0,60%	0,40%	0,60%	6,50%

La disponibilité des tubercules est évaluée à 78,40% avec des taux élevés dans la mairie de Bujumbura (97,80%) et le Buragane (92,7%). Les dépressions du nord affichent toujours une disponibilité basse dans tous les cas (45,2%). Les légumineuses quant à elles sont disponibles à 86,2% avec plus de 99,4% à Bujumbura et 72,2% dans les plateaux. Les légumes frais sont disponibles à 84,9% en moyenne avec 98,8% à Bujumbura et 77% dans la crête Congo-Nil. La disponibilité en lait et en œuf est relativement basse (60,6% en moyenne) surtout dans les dépressions avec 39,4%.

Les informateurs clés contactés lors de l'enquête EFSA ont affirmé que les denrées de base étaient disponibles sur les marchés tout en déplorant le faible pouvoir d'achat des populations. En outre, ils déplorent que ces disponibilités soient éphémères du fait que les récoltes n'ont pas été bonnes afin de permettre un stock suffisant permettant de couvrir la période de soudure. Des craintes que les prix de denrées alimentaires continuent à augmenter persistent.

Signalons qu'à part le problème de devises qui est souvent évoqué par les opérateurs économiques impliqués dans le commerce, les restrictions de mouvements des marchandises surtout les denrées alimentaires ont été beaucoup observées. Cette mesure a beaucoup affecté la disponibilité des denrées dont une grande partie provenait des importations comme le riz, la farine de manioc et la farine de maïs. Cette mesure a aussi affecté les récoltes des cultures périssables comme les fruits et légumes qui étaient souvent exportées dans les pays voisins surtout dans les provinces frontalières. Pour faire face aux séquelles des changements climatiques, l'administration conseillait aux ménages de ne pas gaspiller ou vendre leurs récoltes afin de constituer des stocks.

IV.8.2. Evolution des prix et inflation

Les prix denrées de base ont beaucoup augmenté ces derniers temps dans tout le pays. La figure 18 montre l'évolution des prix de certaines denrées de base sur les trois dernières années (janvier 2015 à février 2017).

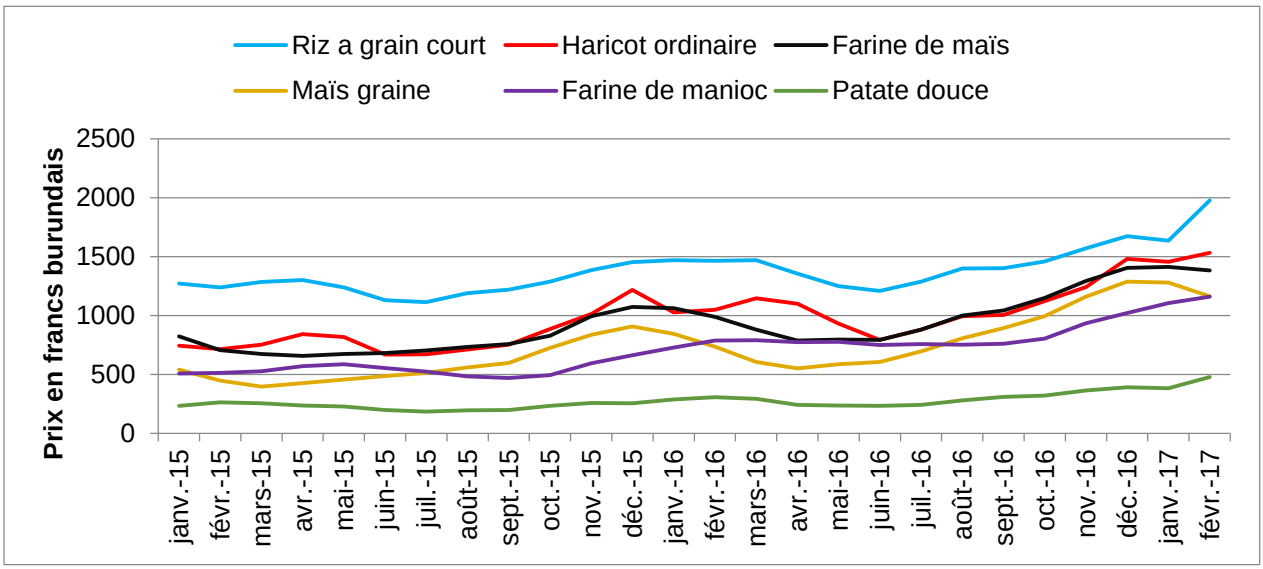


Figure 18: Evolution des prix des denrées de base (janvier 2015 à Février 2017

Les données utilisées sont fournies par la Direction des Statistiques et Information Agricole du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Le constat général est que les prix ont continué à augmenter surtout depuis le mois de juin 2016. Ces prix qui d'habitude étaient tempérés par les récoltes de la première saison culturale (A) n'ont pas pu l'être suite aux mauvaises récoltes de la saison. Ceci à beaucoup affecté la disponibilité alimentaire suite à la réduction des stocks.

Des tentatives de restriction de commerce transfrontalier des denrées alimentaires ont été observées mais n'ont pas réussi à baisser (stabiliser) les prix. Au contraire, elles ont contribué à empirer la situation qui était déjà fragilisée par des problèmes tant structurels que conjoncturels. Et, des ruptures d'approvisionnement des marchés sont fréquentes dans beaucoup de provinces du pays surtout à Cibitoke, Muramvya et Cankuzo.

En moyenne, 96,5% des enquêté ont affirmé que le coût de la vie (consommations et service) a fortement augmenté durant les 12 derniers mois. En général, l'augmentation des prix des denrées et autre services de base n'ont pas gardé des proportions (rapport) avec la rémunération de la main d'œuvre agricole qui est restée de 1 784 FBu (en moyenne). Ceci a beaucoup affecté le pouvoir d'achat des populations et ainsi contribué à empirer l'insécurité alimentaire des ménages.

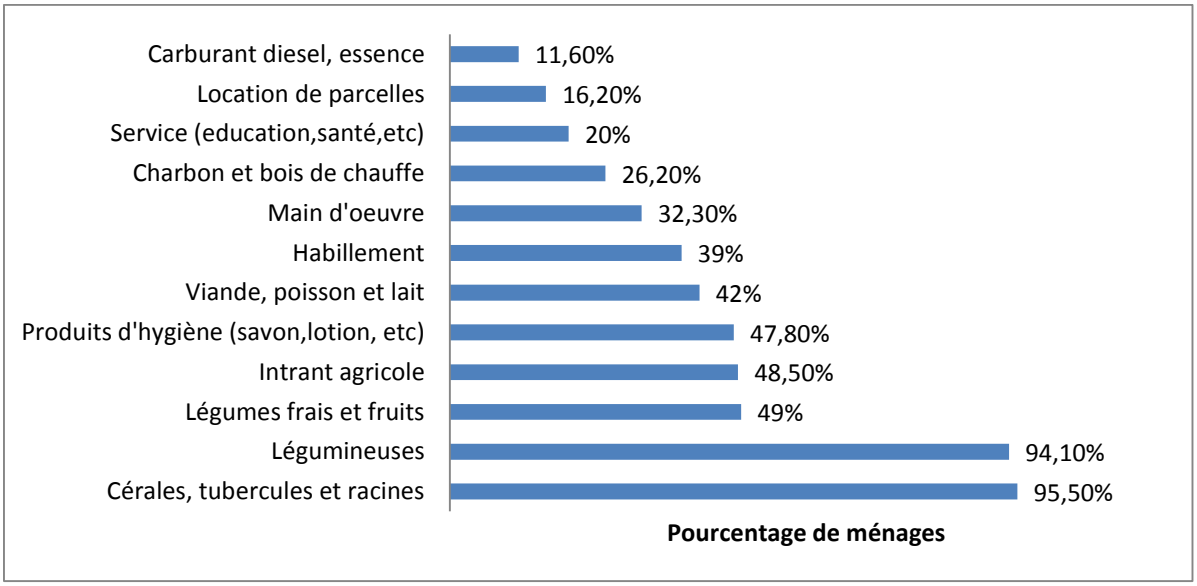


Figure 19: Appréciation des ménages sur l'augmentation des prix

Les ménages enquêtés ont mentionné surtout l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Les céréales, tubercules et racines sont mentionnées par 95,5% de ménages tandis que les légumineuses sont évoquées par 94,1%. Ceci est aussi confirmé par des informateurs clés. Ils mentionnent surtout la dévaluation de la monnaie locale par rapport au dollar américain alors que beaucoup des importations se font en devises. Une autre raison souvent évoquée (focus groupes) est le système de payement des taxes (élevées) de l'OBR auquel les commerçants n'étaient pas beaucoup habitués.

Selon les récents rapports de l'ISTEEBU, le taux d'inflation annuel des produits alimentaires a fortement augmenté depuis ces dernières années. Il s'établit à 12,3% en mars 2017. La figure 20 montre l'indice mensuel des prix des trois dernières années.

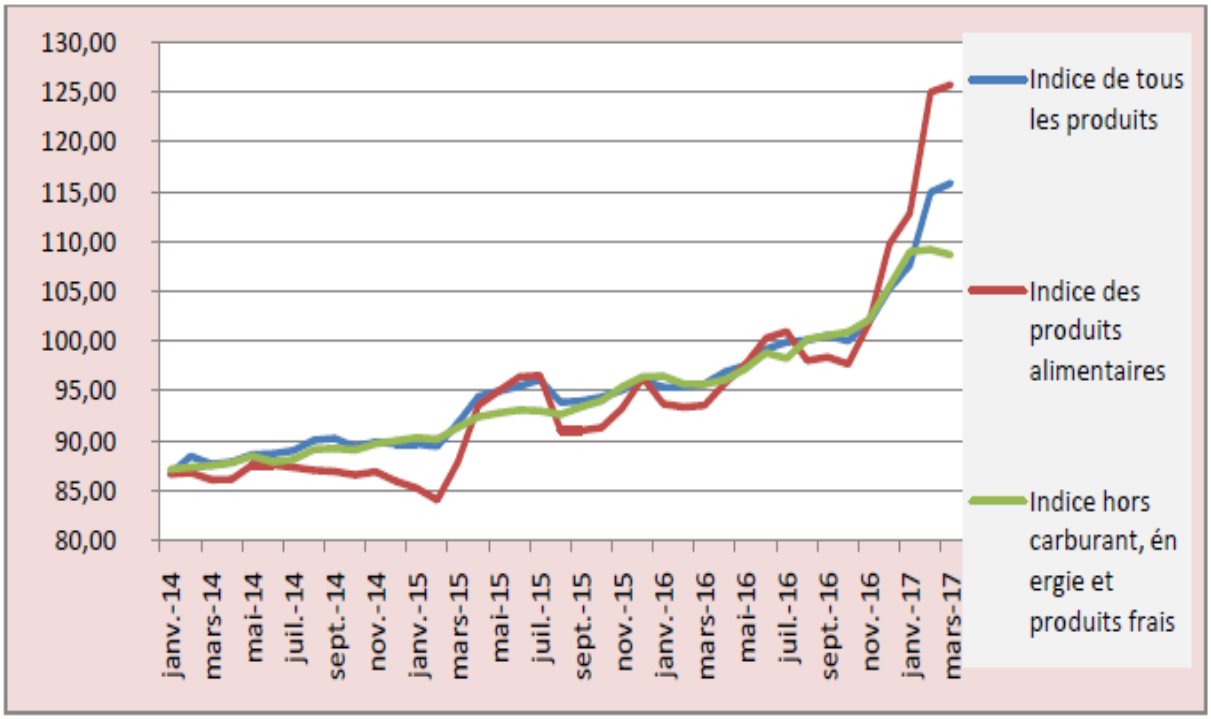


Figure 20: Indice mensuel (des prix) des trois dernières années (ISTEEBU, 2017)

IV.9. Assistance alimentaire

Au total, 149 ménages (4,2%) avaient bénéficié d'une assistance alimentaire au cours des trois derniers mois précédant l'enquête, en provenance du PAM pour 37 (1%) de ceux-ci et d'autres organisations pour les 112 (3,1%) restants. Parmi les bénéficiaires du PAM, 21 ont reçu une distribution des vivres, 5 une supplémentation nutritionnelle pour les enfants de moins de 5 ans, et 6 des cantines scolaires.

Les ménages étaient aussi demandés la forme de soutien préférée au cas où le PAM décidait de les appuyer. La majorité des ménages souhaitent avoir une assistance du PAM sous forme de distribution de vivres (61,1%) ou encore l'argent ensemble avec l'assistance en nature (10,9%).

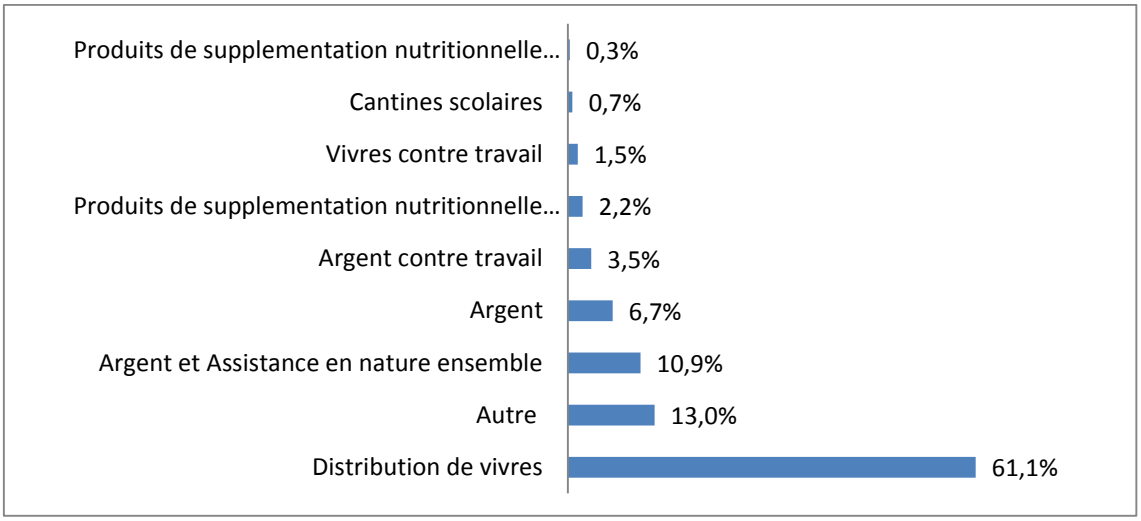


Figure 21: Types d'assistance du PAM souhaitée

V.10.Genre et protection : Quelques indicateurs clés

L'enquête EFSA n'a pas beaucoup focalisé sur l'aspect genre. Cette section est basée le peu de données disponible recueillies au cours de l'enquête pour dégager un certain nombre d'informations concernant certains indicateurs basée sur le sexe du chef de ménage. Au niveau des indicateurs en rapport avec l'économie des ménages et de bien-être, l'élevage, possession d'un poste radio et ou téléphone, le logement etc. Il en est de même que pour les indicateurs de sécurité alimentaire dont le score de consommation alimentaire, la diversité alimentaire, le rCSI, la part des dépenses alimentaires, les mécanismes basés sur les moyens d'existence et l'indice de sécurité alimentaire (CARI).

En effet, les résultats de l'enquête montrent qu'au niveau du statut du chef de ménage, pour l'essentiel les chefs de ménages sont des hommes (79%) contre 21% de femmes (tableau 22).

Au vu des résultats du tableau 22, il apparait bien que les ménages dont la direction est assurée par les hommes s'en sortent mieux. Ils montrent une meilleure situation que ce soit au niveau des avoirs du ménage, des indicateurs du bien-être de ménages ainsi que pour les indicateurs de sécurité alimentaire.

Tableau 22: Genre et quelques indicateurs clés

Indicateurs		Homme	Femme	Ensemble
Taille de ménage		6	5	6
Age du chef de ménage	moins de 18 ans	0,2%	0,0%	0,1%
	18-35 ans	35,4%	30,0%	34,7%
	36-60 ans	54,4%	51,0%	53,7%
	plus de 60 ans	10%	19%	11,9%%
Ménage avec membre (s) ayant quitté le foyer depuis les 12 mois précédant l'enquête		7,5%	11,3%	8,3%
Ménages déplacés au cours des 2 dernières années précédant l'enquête		3,3%	2,4%	3,1%
Nombre de membre du ménage avec une activité génératrice de revenu		1,9%	1,4%	1,8%
Ménage possédant un téléphone mobile		46,3%	34,9%	43,9%
Ménage possédant un poste de radio		41,8%	23,2%	37,9%
Nombre de sources de revenu	1 source	20%	31,4%	22,4%
	2 sources	54,4%	50,6%	53,6%
	3 sources	25,6%	18%	24,0%
Matériaux du toit de maison	paille/ palme/feuille	15,1%	14,2%	14,9%
	tuile	19,1%	16,4%	18,5%
	toles	65,5%	69,1%	66,3%
	autres	0,3%	0,3%	0,3%
Pourcentage de dépenses alimentaires		67,2%	69,0%	67,6%
SCA	Consommation alimentaire acceptable	52,4%	50,3%	52%
	Consommation alimentaire limite	34,0%	34,9%	34,2%
	Consommation alimentaire pauvre	13,5%	14,8%	13,8%
CSI	Aucune stratégie	35,7%	41,5%	37%
	Stratégie de stress	15,5%	18,6%	16,2%
	Stratégie de crise	35,5%	32,6%	34,9%
	Stratégie d'urgence	13,3%	7,2%	12,0%
CARI	Sécurité alimentaire	12,5%	11,7%	12,3%
	Sécurité alimentaire limite	41,6%	44,1%	42,1%
	Insécurité alimentaire modérée	37,4%	35,6%	37,0%
	Insécurité alimentaire sévère	8,5%	8,7%	8,5%

V. Evaluation « coût-efficacité » de la méthode de transfert monétaire

V.1. Introduction

Le PAM Burundi a introduit depuis 2014 une nouvelle modalité d'assistance par transfert monétaire avec des bons d'alimentation couplés au cash direct dans les camps des réfugiés. Il est question, dans ce rapport, d'évaluer l'extension de cette méthode d'assistance aux vulnérables en dehors des camps de réfugiés dans l'avenir. En effet, les denrées distribuées au cours de l'assistance aux vulnérables sont souvent vendues par les bénéficiaires afin de subvenir à d'autres besoins des ménages ou encore pour se procurer des denrées répondant à leurs habitudes alimentaires.

Ainsi les circuits d'échanges se mettent souvent en place et des produits qui ne sont pas dans les habitudes alimentaires des bénéficiaires sont d'habitude échangés contre une même quantité de produits locaux. Une économie avec des équilibres propres se développe dans le temps et dans l'espace et les populations apprennent à tirer le maximum de profit des vivres de la ration alimentaire reçue (PAM, 2012).

V.2. Bref aperçu sur les différentes modalités d'assistance

V.2.1. La méthode d'assistance directe ou en nature

La grande majorité de l'aide humanitaire internationale est traditionnellement fournie en nature, sous forme de denrées alimentaires, de semences, d'outils, de médicaments, de matériaux servant à la construction d'abris et d'équipements ménagers. Toutefois, il est constaté un intérêt grandissant dans la distribution d'argent en espèces ou de coupons, en tant qu'alternatives ou compléments à l'aide en nature. Cette dernière forme d'assistance est en train de perdre de l'importance dans le système d'aide humanitaire. Elle est beaucoup critiquée pour ses coûts supplémentaires liés à l'achat, l'entreposage, le transport et la distribution des commodités aux bénéficiaires. Une autre raison souvent évoquée est la préférence des bénéficiaires qui n'est pas souvent prise en compte lors des commandes de denrées utilisées lors des assistances humanitaires.

V.2.2. La méthode des coupons

Les coupons se présentent sous forme de bons, de jetons ou de cartes électroniques permettant aux bénéficiaires d'accéder aux marchandises ou autres produits de base. Les projets faisant recours aux coupons cherchent à accroître l'accès à une sélection spécifique de biens et atteindre les objectifs fixés. Les coupons peuvent fonctionner comme l'argent, à savoir que les bénéficiaires peuvent les échanger contre des produits de base dans les

magasins impliqués dans le programme, ou qu'ils peuvent les échanger contre des biens et des services spécifiques, comme les frais de scolarité ou des quantités de nourriture préalablement déterminées.

Les coupons se présentent sous deux formes principales. La première, et la plus courante, est le coupon permettant à son titulaire d'acheter des biens d'une valeur monétaire équivalente à celle inscrite sur le coupon. La seconde forme est le coupon 'Marchandises', échangeable contre une quantité déterminée de certains biens ou services. Ils peuvent avoir une valeur monétaire (coupons Espèces) ou peuvent être échangés contres des produits de base (coupons Marchandises). En théorie, les coupons permettent d'accéder à tout ce que l'argent peut acheter, et peuvent donc être facilement utilisés dans tous les secteurs. En pratique toutefois, les interventions sous forme de coupons ont tendance à se concentrer sur des secteurs spécifiques, notamment les intrants agricoles et les denrées alimentaires. L'option « coupon » apparait plus chère que la distribution d'espèces en termes de cout efficacité.

Une critique de la méthode est que le système de coupons, demande des frais supplémentaires relatifs à l'impression, aux contrats avec des partenaires pour le suivi et la mise en œuvre, et avec des fournisseurs d'autres services tels que des institutions financières pour les paiements des vendeurs.

V.2.3. La méthode de transfert monétaire

Le transfert monétaire peut jouer un rôle important dans de nombreux secteurs dans le cadre de l'aide apportée aux populations en situations d'urgence. Il peut permettre de se procurer de la nourriture, d'aider à reconstruire ou à protéger les moyens de subsistance, d'aider à répondre aux besoins de la population en termes d'abris et de produits non alimentaires, d'aider au processus de rapatriement et de réintégration sociale. La question est de savoir comment les organisations des donateurs et les gouvernements peuvent utiliser au mieux les transferts monétaires, conformément à leurs missions et à leurs mandats.

Les interventions monétaires procèdent de deux manières: en donnant directement de l'argent ou en distribuant des coupons aux bénéficiaires. La décision d'utiliser les espèces ou les coupons dépend du contexte et des objectifs de l'intervention. Les dons d'argent sont plus flexibles car les bénéficiaires peuvent les utiliser quand et où ils le souhaitent, en fonction de leur accès aux biens et aux services. En outre, la pertinence des transferts monétaires dépend des besoins, des marchés et d'autres facteurs clés qui varient tous d'un contexte à l'autre.

V.3. Conditions nécessaires

Les conditions de base qui doivent être mises en place du transfert monétaire et les coupons sont: marché efficace, disponibilité des produits de première nécessité, acceptation de la part des autorités du pays hôte et la capacité à créer les conditions optimales pour les échanges. Les programmes de coupons exercent cependant souvent davantage de contrôle sur la demande que les transferts monétaires directs. Des contrats doivent être conclus avec les vendeurs stipulant qu'ils disposent de stocks minimum leur permettant d'assurer des quantités suffisantes pour certaines marchandises. Le tableau 23 présente les principaux types d'interventions monétaires généralement usités par les organisations.

Tableau 23 : Approches monétaires ou en coupons dans les situations d'urgence

Transferts monétaires inconditionnels	Les personnes reçoivent de l'argent sous forme d'aide directe sans aucune condition ni obligation en matière de travail. Elles ne doivent rien rembourser et peuvent utiliser cet argent comme bon leur semble.
Transferts monétaires conditionnels	L'organisation pose des conditions sur l'usage qui doit être fait de cet argent. Exemple : en stipulant qu'il serve à payer la reconstruction de la maison familiale. Sinon, l'argent peut être versé après, une fois que les bénéficiaires auront rempli une condition, comme celle d'inscrire leurs enfants à l'école ou de les faire vacciner. Ce genre de conditions est rare dans un contexte humanitaire.
Coupons	Un coupon est un papier, un jeton ou une carte électronique pouvant être échangé contre une quantité ou une valeur déterminée de biens, correspondant à une valeur monétaire (ex : 15 USD) ou à des produits de base ou des services prédéterminés (ex : 5 kg de maïs ; mouture de 5 kg de maïs). Les coupons sont échangeables chez certains commerçants présélectionnés ou lors de 'foires aux coupons' organisées par l'organisation chargée de la mise en œuvre.
Argent-contre-Travail	Le paiement (sous forme d'espèces ou de coupons) correspond à un salaire pour un travail généralement effectué dans le cadre de programmes publics ou communautaires.

Source: Harvey and Bailey (2011).

V.4. Analyse coût efficacité du transfert monétaire au Burundi

Pour évaluer l'avantage coût efficacité de la méthode de transfert monétaire au Burundi dix sortes de denrées communément distribuées par le Programme Alimentaire Mondial sont considérées. Les données sur les coûts des denrées (achat, assurance et transport) jusqu'aux bénéficiaires (vulnérables) sont fournies par le PAM Burundi. Il s'agit du maïs

graine, farine de maïs, riz, haricot ordinaire, haricot pinto, huile végétale, sucre, sel de cuisine, super céréales et super céréales+ (farines fortifiées précuites obtenues à partir d'un mélange de farines de maïs ou blé et du soja, enrichi par un complexe de vitamines et de minéraux).

Tableau 24: Valeur des produits aux entrepôts du PAM (Dollars/tonne)

Produits	Valeur à l'embarquement hors taxes	Transport extérieur	Assurance Overland	Transport local, stockage et manutention	Coût final du produit (USD/MT)
Mais graines	418	0,0	166,63	118,87	703,50
Farine de maïs	400	159,6	166,63	118,87	845,13
Riz	475	159,6	166,63	118,87	920,13
Haricot ordinaire	625	0,0	166,63	118,87	910,50
Haricot pinto	1000	155,0	166,63	118,87	1440,50
Huile végétale	910	102,7	166,63	118,87	1298,20
Super céréales	480	80,0	166,63	118,87	845,50
Super céréales+	982	0,0	166,63	118,87	1267,50
Sel de cuisine	110	0,0	166,63	118,87	395,50
Sucre	520	105,0	166,63	118,87	910,50

Source : PAM-Burundi (Avril, 2017)

Le tableau 24 fournit le coût d'une unité de mesure de chaque denrée intervenant dans les assistances du PAM. Il comprend sa valeur réel sur le marché d'origine, les frais de transport, les assurances ainsi que les frais de stockage et la manutention jusqu'aux destinataires finaux. Les différents types de dépenses sont calculés aux prix internationaux du 19 avril. Le coût de l'huile végétale est calculé en référence d'importations à partir de l'Indonésie.

Le coût de chaque produit est comparé au prix du marché (local) afin d'évaluer le gain potentiel au cas où les bénéficiaires (vulnérables) recevraient de l'argent afin de s'en procurer eux-mêmes sur les marchés proches.

Tableau 25: Ratio entre le coût des produits et leur prix sur le marché local

Produits	Coût final du produit importé (FBu/kg)	Prix au marché local (FBu/kg)	Ratio
Mais graines	1206	1424	1,18
Farine de maïs	1449	1500	1,04
Riz	1578	1813	1,15
Haricot ordinaire	1561	1598	1,02
Haricot pinto	2470	-	-
Huile végétale	2419	4299	1,77
Super céréales	1450	-	-
Super céréales+	2173	-	-
Sel de cuisine	678	1000	1,47
Sucre	1561	2340	1,50
Moyenne			**1,30**

Les prix des denrées alimentaire qui figurent dans le tableau ci-haut sont fournis par l'ISTEEBU (Février 2017). Le prix du sucre est fixé par le ministère du commerce en Mars 2017. Seuls les produits dont le prix est connu à l'échelle nationale c.-à-d. faisant objet d'études ISTEEBU sont retenus dans cette analyse. Le haricot pinto et les super céréales sont rares sur le marché. Ils font objet de commercialisation pendant les moments de distribution d'assistance et leur prix sont difficile à matérialiser sur une période économiquement raisonnable. En outre, ils ne constituent pas les premières options (choix) dans les achats des ménages au vu de leur rareté sur le marché local et les habitudes alimentaires des ménages. Le taux de change du dollar américain, est tiré des publications de la Banque de la République du Burundi[12]. Il est cependant important de noter que sur le marché libre des devises auquel se rabattent la majorité des importateurs des vivres, le coût du dollar américain est à plus de 50% supérieur au taux officiel[13].

Si l'option « argent » est envisagée, l'opération serait plus rapide que les autres options car elle n'implique pas la collecte des vivres à distribuer aux vulnérables, pas de nécessité de signer des contrats avec les commerçants (en cas d'usage de coupons ou de produire du matériel pour la mise en place de l'opération). Toutefois, la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie Burundaise limite l'efficacité de cette modalité d'assistance actuellement. D'un point de vue coût-efficacité, la méthode utilisant la distribution directe de vivres apparait préférable dans le contexte actuel. Il permet d'épargner au moins 30% des dépenses aux produits. En plus, les résultats de l'EFSA 2017 montrent que les stocks des produits alimentaires disponibles sont limités malgré la disponibilité jugée satisfaisante

[12] Cours officiels de changes au comptant appliqués par la BRB en date du 19 avril 2017

[13] Le différentiel entre le taux de changes officiel et non officiel a tendance de surestimer la valeur des biens et services quand il s'agit des statistiques officielles, d'où l'analyse de la parité monétaire comporte un biais important.

sur les marchés des provinces visitées ; ce qui peut avoir des implications sur la stabilité des marchés en cas d'augmentation de la demande.

La flambée des prix, liée aux problèmes de la crise socio-politique et les perturbations climatiques de la saison 2017A a négativement affecté l'accès des populations aux besoins de base dont ceux alimentaires. Ceci a poussé le Gouvernement du Burundi à prendre une décision de supprimer temporairement les taxes sur les denrées alimentaires de base importées (en de mars 2017) afin d'encourager les importateurs à diminuer les prix à la consommation. Cependant, des spéculations persistent profitant du décalage entre l'annonce et la mise en application effective de la mesure.

Enfin, les résultats des focus groupes montrent des inquiétudes qu'une plus grande partie de l'assistance risque d'être allouée à l'achat de biens non alimentaires surtout lorsque l'assistance est gérée par les hommes. L'option (alternative) de confier l'assistance aux femmes est aussi critiquée. Elle risquerait d'occasionner des conflits dans les foyers à cause de la tradition burundaise conférant la gestion des biens de ménages aux hommes. Des mesures d'accompagnement sont donc nécessaires (la production, les marchés, le genre) afin de garantir la réussite de la méthode de transfert monétaire.

VI. Conclusion et recommandations

VI.1. Conclusion

La situation d'insécurité alimentaire est préoccupante au Burundi. D'une situation économique fragile se sont ajoutés des problèmes socio-politiques depuis Avril 2015 qui ont fortement affecté les moyens d'existence des populations. En plus, les perturbations climatiques (succession des phénomènes El Niño puis la Niña) qui ont caractérisé la fin de l'année 2016 ont beaucoup contribué à l'insécurité alimentaire des ménages. La présente étude avait pour objectif d'étudier l'évolution des indicateurs de sécurité alimentaire & nutrition en comparant aux évaluations précédentes et de déterminer les causes principales et sous-jacentes de l'insécurité alimentaire.

Les évaluations précédentes (2015 et 2016) ont permis de mettre en exergue les conséquences de la crise sur la production agricole, la sécurité physique des populations ainsi que l'activité économique y compris les échanges locaux et internationaux. De même, ces évaluations ont montré une dégradation continue des moyens d'existence tant pour les ménages ruraux qu'urbains.

Aujourd'hui, avec les résultats de cette étude, le constat général est que la situation continue à s'empirer avec une insécurité alimentaire grandissante. Presque un ménage sur deux est en insécurité alimentaire, dont 37% en insécurité alimentaire modérée et 8,5% en insécurité alimentaire sévère avec une augmentation de 2,6% de ménage en insécurité alimentaire sévère si on compare à la situation d'Avril 2016.
Sur un total de 11 557 816 habitants, 5 258 806 personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire dont 982 414 en situation critique (sévère). Les taux les plus élevés sont observés dans les provinces de Ngozi (62,6%), Gitega (62,1%), et Muramvya (60,9%). Selon les zones de moyen d'existence, la zone des plateaux humides vient en tête de liste avec un taux d'insécurité alimentaire de 62,6%. Il est suivi des plateaux secs de l'Est (54,6%) et la haute altitude 52,6%. Les proportions importantes de malnutrition sévère se trouvent à Kirundo dans les Dépressions du Nord (15,9%), les plateaux humides (12,2%) et les plateaux secs de l'Est (11,2%).

Ainsi par rapport à 2016, on observe une détérioration de la sécurité alimentaire surtout dans les provinces Ruyigi (33,4%) située dans les plateaux secs de l'Est, Ngozi (15,3%) des plateaux humides, Rumonge (8,3%) dans la plaine de l'imbo ainsi que la province de Kayanza (6,6%) située dans les plateaux humides et la zone de haute altitude.
Cette dégradation des conditions de vie des ménages est conséquente des effets combinés de la crise qui perdurent dans le pays ainsi que le déficit hydrique prononcé qui a caractérisé la première saison culturale de l'an 2017. En effet, les prix des produits de première nécessité ont continué à monter avec une inflation galopante. Même les provinces

ayant une situation d'insécurité alimentaire relativement améliorée tel que Cibitoke (14,9%), Cankuzo (6,5%), Bujumbura rural (5,2%) montrent des durées de stock limitées.

La prévalence de malnutrition aigüe globale (MAG) est de 4,90% dont 0,87% de malnutrition aigüe sévère et 4,03% de malnutrition modérée. La malnutrition aigüe globale est beaucoup observée dans la province de Kirundo (11,3%).

VI.2.Recommandations

Le problème d'insécurité alimentaire est une véritable préoccupation au Burundi. En plus des problèmes structurels liés à la densité de la population qui a fortement réduit la terre cultivable, des crises socio-politiques récurrentes ainsi que les changements climatiques n'ont pas épargné les moyens d'existence des ménages. Des interventions à court, moyen et long termes doivent être développées afin de combattre ce fléau.

A court terme,

- Assister les couches des populations les plus vulnérables dans les zones plus touchées par l'insécurité alimentaire (Ngozi, Gitega, Muramvya, Kayanza, Mwaro) par une assistance en vivres pour relever leur niveau de consommation alimentaire ;

- Fournir une assistance alimentaire aux ménages vulnérables dans les provinces ayant connu des aléas climatiques avec une durée limitée des stocks (Kirundo, Cibitoke, Makamba, Rutana, Bubanza) afin de leur permettre de parvenir aux récoltes de la saison 2017B qui s'annoncent bonnes selon les prévisions du ministère en charge de l'agriculture et de l'élevage ;
- Renforcer et généraliser les cantines scolaires afin d'empêcher les abandons scolaires surtout des enfants issus des ménages vulnérables.
- Considérer la modalité le transfert monétaire comme modalité d'intervention d'assistance à chaque fois que le marché local peut répondre pour que l'assistance puisse également servir à la redynamisation des marchés.

A moyens terme,

- Promouvoir la diversification des moyens d'existence et des sources de revenus des ménages vulnérables, spécialement dans les zones où la densité de population est élevée et où les moyens d'existence sont essentiellement basés sur les activités agricoles.
- Promouvoir les cultures à court cycle végétatif afin de permettre aux ménages de s'adapter aux changements climatiques récurrents et améliorer leur capacité de résilience
- Appuyer le système d'approvisionnement en intrants agricole (semences, fertilisants et pesticides) afin qu'ils parviennent aux agriculteurs à temps ;
- Appuyer les activités visant à promouvoir la conservation de l'environnement afin d'atténuer les effets des aléas climatiques

A long terme,

- Explorer l'opportunité d'intégrer dans le système d'aide humanitaire des activités permettant une résilience rapide des populations en cas de choc tel que le « Food for Asset » en développant les infrastructures publiques;
- Promouvoir des initiatives et programmes consistant à renforcer l'agriculture du marché afin d'encourager les petits agriculteurs spécialement les femmes et les jeunes à augmenter leur production et gagner un revenu nécessaire pour l'amélioration de leur pouvoir d'achat ;
- Renforcer ou étendre les programmes de protection sociale des ménages les plus pauvres et vulnérables, y compris les filets sociaux, afin de leurs permettre de faire face aux chocs tout en facilitant des opportunités d'investissement à long terme ;
- Promouvoir des projets de développement d'infrastructures de stockage afin de réduire les pertes post récoltes.
- Appuyer les projets d'aménagement des marais et surtout le traçage des canaux d'irrigation.

Références

1. Baramburiye, J., Kyotalimye, M., Thomas, T. S., Waithaka, M., 2013. Burundi, in Waithaka, M., Nelson, G. C., Thomas, T. S. and Kyotalimye, M. (eds) East African Agriculture and Climate Change: A Comprehensive Analysis. Washington, DC, International Food Policy Research Institute.
2. Harre, D., Moriconi, E.F., Gazel, H. (2010): L'urbanisation en Afrique centrale et orientale. Fiche pays.
3. ISTEEBU (2017) : Indice des Prix à la Consommation des ménages au Burundi, Mois de Mars 2017.
4. MINAGRIE, 2014. Etats Généraux de l'Agriculture et de l'Elevage: Evaluation de la mise en oeuvre des politiques agricoles nationales : défis et perspectives d'avenir. République du Burundi, Bujumbura.
5. PAM (2012): Étude de Faisabilité des activités C&V dans les camps de réfugiés au Burundi.
6. PAM (2016a) : Bulletin mVAM (mobile Vulnerability Analysis and Mapping) du PAM; 3 Décembre 2016.
7. PAM (2016b): Système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS)-Burundi, Décembre 2016
8. PNUD (2017) : Plan de réponse Humanitaire au Burundi Janvier-Décembre 2017.
9. Harvey,P., Bailey, S.(2011) : Programme de transfert monétaire dans les situations d'urgence. Revue de bonnes pratiques. Humanitarian Practice Network, Overseas Development Institute.
10. MINISANTE & OMS (2017) : Plan de riposte contre l'epidemie du paludisme au Burundi, Mars 2017. République du Burundi.
11. MINAGRIE, USAID & FAO (2017) : Evaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires pour la saison 2017A et évaluation de la mise en place de la saison 2017B. République du Burundi.